



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 11 FÉVRIER 2026 - N° 1317 - 56^e ANNÉE - 5,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

Medef un jour, Medef toujours !

Emmanuel Macron nous avait promis le plein-emploi pour 2027. C'est un échec : le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité (catégorie A) a augmenté de 2,6 % au quatrième trimestre de l'année écoulée. Au total, la catégorie A regroupe 3,3 millions de personnes et le chômage touche 5,7 millions de personnes si l'on ajoute les catégories B et C.

Que faire ? Ce que l'on fait toujours dans une économie néolibérale vouée à la promotion du profit : réduire les droits des salariés en prenant la pose vertueuse de ceux qui veulent faire des économies. Comme les réformes de l'assurance chômage de 2018, 2019, 2020, 2021, 2023, 2024 et 2025 n'ont pas donné les résultats attendus, le gouvernement a demandé l'ouverture de nouvelles négociations entre le patronat et les syndicats sur l'indemnisation du chômage – afin de vérifier que ce qui a raté peut encore rater.

C'est dans ce contexte que le patronat vient de proposer un nouvel assouplissement du droit du travail sous la forme d'un « allongement de la période d'essai » pendant laquelle l'entreprise peut renvoyer le nouvel employé sans donner de motifs. Le Medef voudrait également « adapter le niveau du smic », c'est-à-dire payer certaines catégories de jeunes salariés en deçà du salaire minimum. Ce serait tout bénéfice pour les patrons, qui continueront ensuite à se plaindre des jeunes qui refusent le travail qu'ils ont eux-mêmes dévalué.

Voilà qui ressemble fort au contrat première embauche (CPE) que Dominique de Villepin, aujourd'hui très disert sur les plateaux, avait promu en 2006 puis prestement retiré devant la mobilisation des syndicats ouvriers, des étudiants et des lycéens.

Alors, le Medef, on re-
met ça ?



L'ami chinois

Une nouvelle illusion européenne



SOURCE: WIKIPÉDIA, PHOTO: FISU.

Les « puissances moyennes occidentales » se précipitent en Chine pour être à la table de Xi Jinping. Mais elles pourraient être au menu du prochain sommet américano-chinois.

CANADIENS, Australiens, Européens : tous prennent un avion pour Pékin. Puisque l'Occident est mort, allons en Orient ! Puisque le suzerain américain nous méprise, allons quérir une protection bienveillante.

À l'époque de la « mondialisation heureuse », on se ruait

vers l'atelier du monde avec la certitude que les Occidentaux garderaient le contrôle du marché mondial. On s'est aperçu, trop tard, que l'intelligence stratégique n'était pas, à l'Ouest, la chose la mieux partagée. Les « puissances moyennes occidentales » croient aujourd'hui

que la Chine peut être un partenaire aimable et un joli modèle. Elles ne voient pas que Trump et Xi Jinping risquent de se partager froidement le monde dès leur prochaine rencontre à Pékin. **L'article d'Yves La Marck en pages 9 et 10.**

L'enfumage des JO d'hiver

On prépare les JO d'hiver de 2030 comme une répétition de la réussite des Jeux d'Albertville en 1992. Funeste erreur !

LES JEUX DE 1992 avaient mobilisé la Savoie, enchanté la France et séduit le monde. Aujourd'hui, un petit groupe de décideurs publics assoiffés de prestige et d'acteurs privés soucieux de rentabilité voudrait obtenir le même succès.

Tous oublient que la montagne subit les effets du changement climatique. Le domaine

skiable se réduit. La qualité de la neige aussi. Pourtant, on finance de coûteux investissements sans tenir compte des mises en garde et des intérêts primordiaux des populations.

On nous promet des Jeux « écologiques ». Nous constatons un double déficit, de prospective et de démocratie. **L'article de Gaël Brustier en pages 6 et 7.**

Dans ce numéro :

- Page 3 – Crépuscule d'une classe politique.
- Page 7 – Fédéralisme et « défense » européenne.
- Page 10 – Le phénomène Farage.
- Page 14 – Dany-Robert Dufour et la décadence de l'Occident.
- Page 17 – Retour à Teilhard.
- Page 18 – Les arts décoratifs au Bois-Préau.
- Page 21 – Le duc de Choiseul.
- Page 24 – Éditorial : Trump – Quand le doigt montre la lune.

Les Mercredis de la NAR

La Nouvelle Action royaliste organise depuis près de 50 ans un cycle de conférences, les **Mercredis de la NAR**, auxquelles participent régulièrement des personnalités politiques ou du monde intellectuel.

Les conférences sont enregistrées en vidéo, en présence d'un public restreint (pour être invité, adresser une demande sur le serveur du journal lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr). Pour accéder à ces entretiens sur notre chaîne YouTube et s'y abonner, un seul lien : www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste

■ Mercredi 11 mars

Conférence de Marcel Gauchet :
« Comment pensent les démocraties. »



Historien, philosophe et sociologue, **Marcel Gauchet** a été directeur de recherche à l'École des hautes études en sciences sociales et rédacteur du *Débat*. Reconnu pour ses travaux sur les idées politiques, la religion et la modernité, il est l'auteur de nombreux ouvrages de référence, comme *Le Désenchantement du monde* (1985), *L'Avè-*

nement de la démocratie (4 volumes de 2007 à 2017), *Comprendre le malheur français* (2 volumes, 2016 et 2021), *La Droite et la gauche* (2021), *Le Nœud démocratique* (Gallimard, 2024).

Marcel Gauchet présentera son dernier livre *Comment pensent les démocraties* (Albin Michel, janvier 2026).

■ Mercredi 18 mars

Conférence de François Gerlotto sur la longue histoire des liens entre humanité et monde animal.



Biologiste marin et ancien directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), **François Gerlotto** publie régulièrement dans *Royaliste* des chroniques sur les questions d'écologie, d'environnement, d'énergie et sur l'actualité scientifique. Il préside le comité directeur de la NAR.

Il a publié en 2019 un premier livre, *Cataclysmes ou transition, l'écologie au pied du mur* (éditions de l'IFCCE) qui rassemblait ses analyses sur la réalité des phénomènes climatiques et démographiques qui menacent aujourd'hui notre civilisation. Il

y attirait déjà l'attention sur les dérives des mouvements politiques liées à l'écologie dont les programmes ne répondent plus à ces urgences

François Gerlotto présentera son nouveau livre *Les Enfants de Noé* (Éditions France Empire, mars 2026).

■ Mercredis suivants

• Mercredi 8 avril : conférence de Jacques Dorémieux, ancien haut magistrat, sur le thème « Justice et démocratie ».

■ Visioconférences

• Mercredi 13 février : débat en visioconférence avec le philosophe Denis Collin sur l'intelligence artificielle.

Autres événements

■ La ville de Bois-Colombes organise une exposition sur « *La part visible des camps – Les photographies du camp de concentration de Mauthausen* », complétée par des visites guidées et la projection du documentaire *Les résistants de Mauthausen* de Barbara Necek.

► Hôtel de ville de Bois-Colombes (92), jusqu'au 3 mars 2026.

Parutions signalées

• Hubert Védrine et Maurice Godelier, *Après l'Occident*, Perrin, février 2026.

• Stéphane Audouin-Rouzeau, *Notre déni de guerre*, Le Seuil, janvier 2026.

• Émilie Mitran, *Des Américains en France. Quand l'indépendance de l'Amérique se jouait à Paris*, Nouveau Monde, février 2026.

• Michel Guénair, *Maurice Barrès, le grand écrivain retrouvé* (Perrin, février 2026).



Lot 1674, 101, rue de Sèvres, 75006 Paris
www.archivesroyalistes.org
Issn 0151-5772

Abonnements-contacts :
lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr
+33 (0) 1 71 06 32 91

Directeur de la publication : Bertrand Renouvin.
Responsable éditorial : Laurent Tréhu.
Fondateur : Yvan Aumont †.

Publié par la NAR, Siret : 897 894 127 00017.
Édité par la Spfc-Acip, Siret : 418 322 149 00015.
Imprimé par Rps-repro, Siret : 419 745 484 00024.
Dépôt légal à publication. Cppap n° 0425 d 84.

Vous avez la possibilité de faire un don défiscalisé au journal au titre de l'année 2026 par le biais de l'Association Presse et Pluralisme, réduction d'impôt égale à 66 % du montant versé, dans la limite de 20 % de votre revenu imposable : <https://dons.presseetpluralisme.fr/site/pp/Royaliste/fr/don/index.html>

Abonnez-vous !

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (30 €) ☐ SIX MOIS (45 €)

☐ UN AN (70 €) ☐ UN AN SOUTIEN (140 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (45 €) ☐ UN AN SOUTIEN (55 €)

☐ Je paye par carte bancaire sur le site archivesroyalistes.org

☐ Je paye par chèque ou virement bancaire à l'ordre de **Spfc-Acip**.

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre chèque ou virement à

Spfc-Acip, 60 rue de Fontenay 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Iban FR76 3 000 4 001 8 700 0102 0632 510 BIC BNPAFRPPXXX

« Conformément à la loi Informatique et libertés du 06/11/1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification de vos données, lesquelles ne sont ni exploitées ni revendues par des organisme tiers ».



SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : CARMELO DG.

Chronique politique

Les hommes du temps jadis

par B. La Richardais.

Quand le sage montre la lune, l'imbécile regarde le doigt. Quand des observateurs lucides annoncent la fin du néolibéralisme et de la mondialisation, les uns pleurnichent sur les décombres tandis que les autres, majoritaires, continuent de vaquer à leurs petites affaires.

Qu'est-ce qu'ils nous mitonnent pour l'an prochain ? Tout le monde le sait puisque le bavardage médiatique donne la tendance : nous aurons de rudes empoignades sur l'immigration, comme toujours depuis quarante ans. La droite libérale jurera qu'on va voir ce qu'on va voir, mais on voit surtout que l'immigration est devenue un phénomène incontrôlé. La droite réputée extrême proclamera la fin du laxisme en faisant semblant d'oublier que le patronat a besoin de bataillons de travailleurs sous-payés.

Nous aurons, comme toujours depuis quarante ans, de durs accrochages sur l'insécurité, et la droite libérale promettra le retour à l'ordre, comme l'ont fait, en leur temps, Charles Pasqua et Nicolas Sarkozy. Mais l'insécurité est aujourd'hui croissante et multiforme, sans que les ministres de l'Intérieur de gauche ou de droite n'aient rien empêché. Dans les années 1990, ce sont des gouvernements de droite qui ont eu la brillante idée de laisser les imams agir sans se soucier de leur fraction extrémiste, et les dealers assurer le maintien de l'ordre dans les quartiers difficiles. Et maintenant plus personne ne sait comment reprendre le contrôle de la situation.

On ne saura pas mieux comment reprendre ce contrôle après la prochaine présidentielle, quoi qu'en dise Jordan Bardella. Alors on fait, et on fera dans les prochains mois de la surenchère verbale pour faire peur aux électeurs qu'on voudrait rassembler sous son aile. À la suite de Bruno Retailleau, on évoquera une France en voie de mexicanisation ou de venezualisation, pour relever un débat où tout l'argumentaire est usé jusqu'à la corde. En guise de distraction, on pourra se demander où atterrira, de manière toute provisoire, Sarah Knafo, portée depuis sa jeunesse par un opportunisme méthodique et quelque peu déluré.

La V^e République est aux mains d'une oligarchie minée par les calculs utilitaires, où la trahison des promesses est la seule règle.

Comme la droite libérale a plusieurs cordes à son arc, elle peut aussi déplorer l'accroissement de la pauvreté. Dans *Le Figaro* (1^{er} février), Nicolas Baverez déplore la « tiers-mondialisation » de notre pays : chaque année, 650 000 personnes supplémentaires basculent dans la pauvreté, qui touche dix millions de

▲ Une manifestation des Gilets jaunes. À la racine du mouvement, le rejet d'une classe politique de plus en plus hors sol.

Français, et la dette des ménages représente 60 % du PIB. Ces réalités servent d'introduction à un raisonnement vicieux sur le poids de la dette publique dont nous ne reprendrons pas la critique pour aller à l'essentiel : la pauvreté et la précarité, comme le montant des dettes publiques et privées, sont les conséquences désastreuses des choix que Nicolas Baverez a entérinés et qu'il voudrait durcir.

Vieilles recettes et petits calculs. – Contre les effets du néolibéralisme, toujours plus de néolibéralisme ! C'est ce que Gabriel Attal, Édouard Philippe et Gérald Darmanin se préparent à nous dire mais, pour le moment, tous trois se demandent s'il faut tuer le maître, et comment. Tous trois ont sans doute lu la remarque cynique d'un journaliste de *L'Opinion* (5 février) : « Dans une V^e République où la promesse de changement est une clé de l'élection et la trahison un point de passage obligé, le pari de la fidélité est osé. » C'est exact, à ceci près que la V^e République est devenue une oligarchie minée par les calculs utilitaires et que la trahison est double : celle du Césaire de passage, celle de la promesse de changement.

La gauche, quant à elle, ne se pose plus la question du meurtre du Père puisqu'elle n'a plus de figure tutélaire mais seulement des candidats à la candidature, pris au piège de la rivalité mimétique. Cela dans la peur de Mélenchon, qui cultive la guerre ethnique comme ►

d'autres, à son âge, cultivent leur jardin. Toujours dans la finesse, le chef des In-soumis a récemment évoqué « le grand remplacement des générations », en sachant qu'il provoquerait étonnements et protestations dont il dénoncerait la mauvaise foi. Mais François Hollande, qui manœuvre pour se représenter, sortira sa partition modérée, raisonnable et européenne en guise de pare-feu. J'allais oublier la primaire de la gauche, qui nous promet de mols rebondissements, sous la pluie des sondages et le flot de déclamations insipides.

Seul Jordan Bardella apparaît en phase avec notre fin d'époque. C'est un anti-héros de notre temps, un pis-aller apparu à la suite du naufrage judiciaire de la patronne, une marque publicitaire, un homme-mannequin formaté par les communicants, sans passé ni destin, un individu qui reste notre prochain et qu'il faut plaindre parce que l'élection présidentielle, à ce niveau, c'est vraiment du brutal.

Tous les autres candidats potentiels sont des hommes du temps jadis. Le temps de Maastricht, quand, pour les distraits, l'Union européenne pouvait encore paraître comme une idée neuve face à l'effondrement du monde soviétique. Le temps du retour dans le commandement intégré de l'Otan, quand on croyait à la « famille occidentale ». Le temps du libre-échange bienfaisant et de l'euro salutaire. Ces jeunes et vieux chevaux de retour ont pourtant lu dans *Le Figaro* ce gros titre qui annonce un entretien avec Marcel Gauchet : « Le vent planétaire est en train de tourner, le règne néolibéral arrive à son crépuscule. » À la télévision, ils ont entendu leurs experts préférés dire que l'Otan c'était fini et l'Occident aussi. Mais ces vérités connues de tous ne sont pas des vérités reconnues par les futurs candidats. Cette fin d'un monde n'est pas plus intégrée à leur « logiciel » que l'enjeu écologique et les effets dévastateurs de l'intelligence artificielle.

On a même oublié la guerre avec la Russie, que les Allemands annonçaient pour l'année prochaine. Mais là, on laisse faire la Commission européenne, dépositaire de notre impuissance volontaire. ■

Désindustrialisation

Exaion : nouvelle capitulation ?

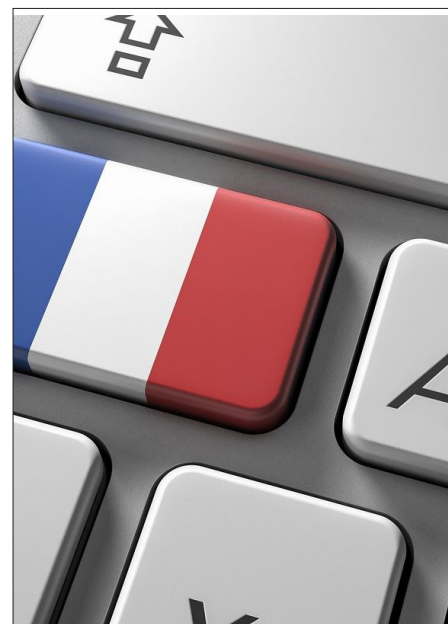
Exaion, une filiale d'EDF, va être vendue au groupe américain Mara Holdings. Or, Exaion est une pépite stratégique, issue de l'écosystème d'EDF, située au cœur de l'articulation entre énergie, calcul intensif, intelligence artificielle (IA) et infrastructures numériques et industrielles.

L'échéance pour la conclusion de cette vente était au 31 janvier et, à l'heure où sont écrites ces lignes, rien n'a filtré sinon une déclaration de Roland Lescure, ministre de l'Économie, qui ne peut que nous inquiéter : « Exaion n'est pas un poids très important dans les enjeux technologiques et numériques de l'avenir. »

Exaion est née en 2020 au sein de l'incubateur de start-up du groupe EDF et emploie une centaine d'ingénieurs et de collaborateurs. Dès le départ, sa mission est simple : recycler en les exploitant les supercalculateurs qu'EDF remplace tous les trois à cinq ans. Grâce à ces machines, Exaion propose des infrastructures et des services numériques bas carbone dans des secteurs d'avenir : le traitement de données 3D, le cloud privé pour l'IA, le calcul haute performance ou encore la *blockchain*, cette technologie de stockage et de transmission d'informations, transparente, sécurisée et indispensable aux cryptomonnaies (la Société générale fait appel à Exaion afin de sécuriser l'émission de ses cryptoactifs).

Toutes ces activités consomment énormément d'électricité et nécessitent des centrales, des réseaux, des systèmes de refroidissement. Les *data centers* sont les nouvelles usines du XXI^e siècle et l'énergie électrique y est donc vitale. Or la France, via son parc nucléaire, offre une énergie à bas coût, décarbonée et pilotable à travers les surplus électriques produits lorsque le nucléaire est modulé pour absorber l'excédent des productions éoliennes et éolennes.

L'activité et les savoir-faire de cette filiale pourraient donc s'élargir au minage de cryptomonnaies, activité inexistante pour



SOURCE : PIXABAY, PHOTO : ABSOLUTVISION.

le moment en France. Exaion était donc un projet d'avenir très prometteur pour EDF et stratégique pour la souveraineté française.

Depuis 2014, ce sont, en plus du feuillet Alstom, les groupes Alcatel, Technip, Lafarge, auxquels il faut rajouter, fin janvier, malgré l'opposition de la direction générale de l'Armement (DGA) et avec la bénédiction de Roland Lescure, LMB Aerospace (liste non exhaustive – voir page 8), qui sont passés sous contrôle étranger et surtout américain. Aujourd'hui, c'est au tour d'Exaion. Avec, à chaque fois, les mêmes promesses jamais tenues, les mêmes « contrôles » administratifs jamais exercés, les mêmes *golden shares* jamais activées, la même invocation d'une défense et d'une souveraineté « européenne » incantatoire, alors que l'Europe réelle dépend de l'OTAN pour sa défense, des acteurs américains pour son numérique, du dollar pour sa finance, mais aussi de l'extraterritorialité du droit américain.

Dans ce dossier Exaion, la direction générale du Trésor aurait entériné une clause de non-concurrence qui équivaut à une capitulation : EDF a l'interdiction formelle de faire du calcul intensif, de l'IA ou du minage pendant deux ans ! Cela montre à quel point l'Élysée et ses multiples gouvernements ainsi que les hauts fonctionnaires de Bercy n'ont jamais eu de réels projets ni de stratégies dans ce domaine, par exemple en créant un véritable fonds souverain doté des moyens et des compétences nécessaires.

Alors que depuis des années les États-Unis et la Chine subventionnent leurs propres champions dans les domaines essentiels et stratégiques, nous vendons ce que ces « empires » sanctuarisent. ■

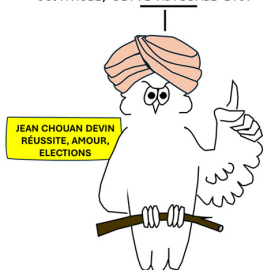
LOÏC DE BENTZMANN.

Sur le mur de Jean Chouan

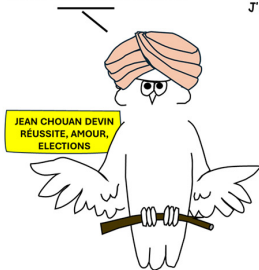
MOI JE VAIS VOUS DIRE : MÊME SANS ÊTRE VOYANT JE SAIS CE QUI VA SE DIRE PENDANT LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE. ON VA D'ABORD FAIRE PEUR :



...IMMIGRATION INCONTRÔLABLE, INSÉCURITÉ, CHÔMAGE, PRÉCARITÉ, GUERRE AUX FRONTIÈRES, Perte de CONTRÔLE, DETTE ABYSSALE ETC.



ENSUITE ON VA ACCUSER LES PRÉDÉCESSEURS DE N'AVOIR RIEN FAIT ET L'OPPOSITION DE MENER AU CHAOS FASCISTE



ET ON VA PROPOSER : FRONT RÉPUBLICAIN, ENCORE PLUS D'EUROPE, ET POUR LE RESTE, ON NE CHANGE RIEN. J'AURAIS DÛ FAIRE DE LA POLITIQUE...



Que reste-t-il des courants politiques ?

Le radicalisme (5)

Alors que le Parti radical semblait moribond à la Libération, il renaissait sous la IV^e République.

À l'instar de la Grande Guerre, le deuxième conflit mondial représenta un passage à vide pour la formation valoisienne. La débâcle de 1940 engendra des divisions inexpiables. Tandis qu'une majorité de députés radicaux accordèrent les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, une minorité embarqua à bord du *Massilia* afin de poursuivre l'effort national depuis l'Afrique du Nord.

Sous l'Occupation, moult radicaux furent victimes du régime : Édouard Daladier dut comparaître au procès de Riom ; Jean Zay fut assassiné par la Milice ; Jean Moulin – artisan de l'unification des mouvements de résistance – périt après avoir été torturé par la Gestapo. D'autres optèrent pour la sécurité de l'emploi. Ce fut le cas de Georges Bonnet siégeant au conseil de Vichy (instance composée à 10 % de radicaux).

En dépit de la résistance de nombreux radicaux, le Parti radical ne jouit pas – contrairement au PCF et au MRP – d'une image résistancialiste. Pis, l'opinion publique le tenait pour responsable de l'impréparation qui avait conduit à l'effondrement de 1940. Ce discrédit se traduisit dans les urnes aux municipales, cantonales et législatives de 1945. Le déclin se manifestait à travers la faible proportion de radicaux au sein de l'exécutif entre août 1944 et janvier 1947. Bien des contempteurs de la formation valoisienne s'entraînèrent à déclamer son oraison funèbre.

Balayant ces pronostics, le Parti radical reprit des couleurs dès 1946 – sans toutefois retrouver son lustre d'antan. En sus de meilleures performances électorales, des responsabilités éminentes leur furent confiées : en janvier 1947, Édouard Herriot fut élu président de l'Assemblée nationale ; en mars de la même année, Gaston Monnerville devint président du Conseil de la République. De même, on observa dès janvier 1947 un accroissement du nombre de ministres radicaux. Retrouver Matignon en 1948 tint lieu de cerise sur le gâteau. Si la plupart des présidents du Conseil de la IV^e République tombèrent dans l'oubli, l'expérience radicale mendésiste (de 18 juin 1954 au 23 février 1955) passa à la postérité.

La sociologie offre une première explication : si la guerre et la Libération semblaient avoir chamboulé le paysage politique français, les structures sociales de l'après-guerre demeuraient proches de celles d'avant-guerre. Persistait donc l'adé-

quation entre radicalisme et aspirations de la société française. L'offre radicale – soit une resucée de la ligne impulsée par Daladier en 1938 – trouva toujours, en partie, son public. S'étaient seulement greffés, à l'heure de la Guerre froide et de la décolonisation, un occidentalisme bon teint et un plaidoyer en faveur de l'Empire colonial français – à l'exception notable de Pierre Mendès France, qui accorda l'indépendance à l'Indochine. Naturellement, antigaulisme et anticommunisme faisaient partie intégrante du catéchisme.

Un second facteur ne s'avéra pas moins déterminant. Le Parti radical rejoignit en 1946 – soit dès sa fondation – le Rassemblement des gauches républicaines (RGR), c'est-à-dire une confédération de petits partis centristes qui joua un rôle majeur au sein de la Troisième Force. Mais l'avènement de la V^e République balaiera un redressement si péniblement obtenu. ■

LÉON LETELLIER.

La Politique au crible

■ **Ère primaire.** – En être ou ne pas en être ? Le (mauvais) feuilleton de la primaire à gauche vient de s'ouvrir et il fait déjà couler beaucoup d'encre, du *Monde* à *L'Humanité*, en passant par *Libération*. Olivier Faure, qui parraine ce grand jeu-concours, est persuadé que l'on peut occuper le terrain médiatique au moins jusqu'à l'automne et il a déjà enrôlé Tondelier, Ruffin et Autain dans son barnum électoral. Ira-t-il lui-même ? Nul n'en sait rien et le PS est divisé entre pro-primaire, ceux qui défendent d'emblée une candidature Glucksmann, ceux qui travaillent en sous-main pour la résurrection de Hollande et ceux, comme Guedj, qui se présenteront à part. Un magnifique combat d'egos. Et les idées ? Les programmes ? On verra plus tard !

■ **Petite musique.** – Sébastien Lecornu commence à se sentir pousser des ailes, maintenant qu'il est débarrassé du budget. On en veut pour preuve les déclarations qu'il a faites, le 30 janvier, lors d'un déplacement en Gironde dédié à l'agriculture. Répondant aux questions des journalistes, il s'est lancé dans un éloge assez inattendu de l'engagement politique et du suffrage universel, en précisant qu'il serait lui-même candidat à Vernon (Eure) dont il a longtemps été le maire. De là à penser qu'il pourrait avoir d'autres ambitions post-municipales, il n'y a qu'un pas. Il est vrai que les candidatures d'Attal, de Philippe ou de Darmanin suscitent moins d'envie dans l'opinion, y compris chez les macronistes.

■ **Naufrage républicain.** – Lourde défaite pour le candidat LR dans la législative partielle de Haute-Savoie où son adversaire ciottiste l'a emporté au second tour avec 59 % des suffrages exprimés. La circonscription était détenue par la droite dite « gaulliste » depuis 2002, et Retailleau et

Wauquiez n'avaient pas ménagé leurs efforts pour conserver ce siège. De plus en plus d'adhérents du parti mettent en cause le parcours sinueux de leurs dirigeants, un jour soutiens du gouvernement, un autre dans une quasi-opposition. Rien d'étonnant à ce que le peu d'électeurs qui restent votent ailleurs.

■ **Du riffi chez Les Écologistes.** – De 4 à 500 adhérents ou sympathisants de ce parti, dont une trentaine de cadres, ont signé une tribune publiée par *Mediapart* qui reproche à Marine Tondelier de privilégier l'alliance avec le PS lors des prochaines municipales au détriment de LFI. La manœuvre portant clairement la marque Bompard-Mélenchon-Panot, les récalcitrants ont été priés sans ménagement d'aller se faire voir ailleurs. Comme quoi on peut être une écologiste tout sourire et ne pas manquer d'autorité.

■ **Euthanasie.** – Comme on pouvait s'y attendre, le Sénat a rejeté à une large majorité le projet de loi concernant « l'aide à mourir », qui ouvre en réalité sur le suicide assisté et l'euthanasie. Le texte est parti en deuxième lecture à l'Assemblée et les morticoles, présents dans la plupart des groupes de l'hémicycle – de LFI jusqu'au RN –, ont rétabli ces dispositions en commission des Affaires sociales.

HUBERT DE MARANS.



Pierre Mendès France. Ses positions sur la CED et la crise algérienne accélérèrent sa chute.



SOURCE: WIKIPÉDIA, PHOTO: OLGA RITHME.

Territoires

Le malaise de la montagne, ça vous gagne

par Gaël Brustier.

Le réchauffement climatique impose de repenser notre relation la montagne. À rebours de cet impératif, les « élites » françaises foncent tête baissée dans l'aventure des Jeux olympiques d'hiver de 2030, comme si nous préparions ceux d'Albertville en 1992.

Récemment, Christian Estrosi, fervent partisan des Jeux olympiques d'hiver, singeait ses opposants avec un talent très relatif et une absence d'argumentation et de démonstration propre à notre époque. En cause : les JO ! Il est vrai que, comme ceux de Paris en 2024, ceux d'hiver n'incitent que peu de personnes à la dissidence argumentée.

Dans les Alpes, il n'est plus rare de voir peint sur les routes « *NON aux JO* ». Pourtant, un quarteron d'élus porte avec insistance ce projet qui risque une fois de plus de révéler incurie, inconséquence et incompétence, face à des éléments qui nous échappent. Derrière cet affrontement entre initiateurs et organisateurs des Jeux olympiques de 2030, se profile une controverse sur notre rapport à la montagne.

La montagne, ce sont évidemment les exploits de la nouvelle génération d'alpinistes, guides de haute montagne ou non qui, à l'instar de Benjamin Vétrine, multiplient ascensions et premières spectaculaires, dans les Alpes ou l'Himalaya. Sur les pas de leurs aînés, des cordées d'excellence, au firmament de la gloire parcourent parois et sommets vierges du globe. Notre École nationale de Chamonix rayonne et

la littérature de montagne abonde en ouvrages aussi artistiques qu'heuristiques. Bref, la montagne a plusieurs faces : une héroïque qui fait battre le cœur des Français, une écologique avec les mouvements de terrain parfois catastrophiques, une ludique et lucrative pour les organisateurs d'événements sportifs.

Alors que les domaines skiables sont voués à se réduire, que les montagnes subissent le changement climatique, les joyeux lurons des JO fanfaronnent.

Ce que la course aux JO dit de notre aveuglement. – Ces JO sont à la démocratie et à la bonne tenue des finances publiques ce que le vice est à la vertu. Il y a une malfaçon létale sur le plan démocratique dans ces JO et un mensonge national qui s'installe. Comme d'habitude, diront les méchantes langues. Si la ministre des Sports Marina Ferrari est originaire de Savoie, les JO d'hiver sont un enjeu majeur pour les pouvoirs publics et... pour les intérêts privés. François Bayrou soupèse les mots comme l'agrégié de grammaire qu'il est. Lorsqu'en juin dernier, au cours d'une réu-

nion relative aux JO, il lance à Michel Barnier « *Vous eussiez fait un parrain mafieux très présentable* », il ne faut pas prendre à la légère le bon mot. Des intérêts sont en jeu et l'on doute de l'adéquation entre ces intérêts et l'intérêt des populations alpines. Au moins, Michel Barnier avait obtenu le financement d'une deux fois deux voies en Savoie et le TGV jusqu'à Bourg-Saint-Maurice (avec, plus tard, horaires farfelus ou inexistant hors vacances scolaires). Au contraire de ceux de 1992 qui avaient mobilisé la Savoie, enchanté la France et séduit le monde, ceux de 2030 sont une opération conçue d'en haut, séduisant pour l'instant leurs seuls initiateurs et suscitant nombre d'interrogations au regard des incertitudes climatiques.

Le règne finissant des seigneurs de la neige. – Les infrastructures qui ont désenclavé les vallées alpines ne suffisent plus. Dans la course aux équipements, Nice veut construire deux patinoires, alors qu'il en existe déjà de taille olympique dont une à Pralognan-la-Vanoise. Pendant l'été 2025, ce sont 42 grues de chantier qui s'élevaient au-dessus de Courchevel. Toutes dédiées à des projets de luxe. Chaque station semble vouloir affirmer sa puissance et son dynamisme dans une course à l'équipement hivernal, alors que la neige se raréfie. Le sort des stations à 1 000 mètres semble scellé, celui des stations au-dessus de cette altitude semble voué à l'apesanteur et l'aveuglement. La nature de la neige changeant, c'est parfois le parcours et la puissance des avalanches qui se trouvent modifiés, avec des consé-

◀ **Les Alpes vues du massif des Bauges.** La montagne française a besoin de soin, pas de surexploitation touristique ni de Jeux olympiques.

quences sur des parties boisées jusqu'à récemment épargnées.

Les mises à niveau des équipements (comme l'emblématique tremplin de Courchevel) vont coûter des millions. Pour une partie de la population, les JO sont une fausse bonne conscience qui pallie leurs légitimes doutes mais qui, pour d'autres, les attise. Pour les initiateurs de cet étrange projet, c'est un bonneteau dont ils ont cru, en fondés de pouvoir de la population, habile d'encourir tous les risques. Alors que les domaines skiables sont voués à se réduire, que les montagnes subissent la fonte du permafrost, que les glaciers reculent et provoquent des mutations, les joyeux lurons des JO fanfaronnent en dépit des faits les plus incontestables.

L'enfumage des « JO écolos ». – La terminologie du capitalisme actuel commande de faire des JO « écologiques », basés sur l'idée de « développement durable », vantant leur « résilience ». Ce verbiage très actuel est psalmodié par toute la galaxie organisatrice des Jeux olympiques, qui y trouvent un viatique pompeux et pauvre à la fois. C'est un manque de vision à court et moyen terme de la part du tissu d'élus locaux et nationaux qui se comporte en syndicat de propagandistes des JO 2030. Le bouleversement climatique change la donne en termes de précipitations et donc, pour qui s'y intéresse, en qualité de la neige. Plus humide et plus lourde plus tôt, la neige d'hiver tend à ressembler à la neige de printemps. Question simple : pratiquera-t-on par exemple le Super G ou la descente aussi facilement dans quatre ans que maintenant ? Le doute ne profite pas à des investissements aussi importants dans un pays qui, de surcroît, décroche.

Quand les masques de ski tomberont. – Le poker menteur des projets comme les JO doit beaucoup à un double déficit : de vision et de démocratie. L'organisation du « millefeuille » joue son rôle dans la coercition à l'égard des récalcitrants : il est de coutume, dans ce genre de projet, de choisir les escarmouches en séances des différentes assemblées plutôt que de susciter une véritable délibération dans « les territoires ».

Dans un ouvrage salutaire, Guillaume Desmurs a déconstruit efficacement et brillamment la mécanique des JO tels qu'ils sont devenus. On croit se saigner financièrement pour des médailles olympiques, on mourra pour des marchands de béton. Voilà en substance ce que ces JO d'hiver laissent entrevoir. Il faudra, par exemple, un jour expliquer pourquoi on a financé des infrastructures à vocation éphémère et pas la sécurisation des voies routières, des villages et des hameaux des Alpes françaises. ■

Défense européenne

Le cheval de Troie du fédéralisme

Sous couvert de répondre aux nouvelles tensions géopolitiques, l'Union européenne accélère une intégration militaire inédite. Toutefois, derrière l'objectif affiché de sécurité collective se profile un basculement fédéral sans débat démocratique, au détriment de la souveraineté des États et des peuples.

À Bruxelles, l'enfumage est un art. Contourner les traités, les clauses, les engagements en enrobant le tout d'un discours « progressiste » qui défend les « valeurs » de la Démocratie, nous connaissons cela par cœur. Alors que l'UE se trouve dans un état de sidération devant les tensions géopolitiques qui ont fait voler en éclats tout ce à quoi elle croyait (la mondialisation heureuse), la Commission, dans un déni complet, tente de retourner la situation à son avantage. Elle insinue l'idée urgente d'une armée européenne afin d'accéder à son rêve le plus cher : celui d'un fédéralisme entier.

La défense européenne, nouveau moteur de l'intégration. – Depuis la guerre en Ukraine et la recomposition rapide des rapports de force mondiaux, l'Union européenne a fait de la défense un axe central de son action. Plans de réarmement, coordination industrielle, discours répétés sur « l'autonomie stratégique » : tout concourt à installer l'idée qu'une réponse militaire européenne intégrée serait devenue indispensable. Officiellement, l'Union ne possède pas d'armée propre et la défense reste nationale. Pourtant, la réalité évolue. La Boussole stratégique adoptée en 2022 définit pour la première fois une vision commune des menaces et des réponses. S'y ajoutent des instruments financiers et industriels inédits ainsi qu'un projet de réarmement à l'horizon 2030 estimé à près

de 800 milliards d'euros. Une mobilisation financière exceptionnelle, engagée sans consultation populaire directe. Le vocabulaire lui-même change : on parle désormais de « défense européenne » comme d'une évidence, préparant les esprits à une intégration qui, hier encore, semblait inenvisageable.

L'urgence géopolitique comme levier politique. – La justification avancée est claire : menace russe durable, incertitudes sur la protection américaine, montée en puissance chinoise. Dans ce contexte anxiogène, l'argument de la nécessité tend à outrepasser celui du choix démocratique. Les décisions structurantes émergent surtout de négociations entre gouvernements et institutions européennes, dans des cadres techniques peu lisibles pour les citoyens.

Les élections européennes n'ont jamais tranché explicitement la question d'un transfert de souveraineté militaire vers Bruxelles. Peu à peu, l'unanimité des États en matière de politique étrangère et de défense est présentée comme un frein. Certains responsables plaident pour des décisions majoritaires afin d'aller plus vite. Mais aller plus vite signifie aussi décider sans l'accord de tous, donc sans l'accord possible des peuples concernés. L'urgence devient ainsi un outil politique : elle réduit l'espace du débat et rend suspecte toute contestation, assimilée à de l'irresponsabilité stratégique, voire à une suspicion d'intelligence avec l'ennemi au sein même de l'UE.

Un basculement fédéral aux conséquences démocratiques. – La défense touche au cœur du pouvoir régalien : décider de la guerre, engager des vies, définir l'intérêt national. Transférer progressivement ces prérogatives à l'échelle supranationale revient à diluer la responsabilité politique. Qui répondra devant les citoyens en cas d'engagement militaire décidé à l'échelle européenne ? Quelle légitimité démocratique pour des choix aussi graves ? À mesure que l'UE acquiert des attributs régaliens – financement commun, planification, industrie d'armement coordonnée –, elle s'éloigne du modèle de coopération entre États souverains. Et quid de l'arme nucléaire française ? Là aussi une petite rengaine se fait entendre, à savoir le partage de celle-ci. L'argument de l'efficacité ne suffit pas à fonder une transformation politique de cette ampleur. Une Europe puissance construite sans consentement explicite des peuples risque surtout de nourrir la défiance qu'elle prétend combattre.

Construire une défense commune est un choix politique majeur. Le faire sans débat clair ni mandat populaire revient à bâtir une Europe fédérale par glissement. Or le concept de souveraineté est le concept même de la démocratie. En matière de souveraineté comme de guerre, les peuples ne peuvent être de simples spectateurs. ■

AYMERIC DARAN.



Kaja Kallas. Haute représentante de l'UE pour la politique étrangère et la sécurité. Sa politique de « défense européenne », alignée sur l'Otan, cherche à affaiblir l'autonomie stratégique de la France.

SOURCE : WIKIPÉDIA. PHOTO : PARLEMENT EUROPÉEN

Industrie

Perte de souveraineté

La vente à la casse de nos pépites industrielles se poursuit, même si certaines réussites sont synonymes d'espoir.

Les industries françaises les plus stratégiques, comme nos plus grandes banques, sont régulièrement pillées par nos alliés américains toujours prêts à conjuguer les moyens d'une justice qui étend sa compétence au monde entier, ceux des services secrets et des Gafam, et la puissance que donne le dollar. Ce n'est pas du temps de l'horrible Donald Trump, mais sous l'aimable Barack Obama que Frédéric Pierucci, cadre supérieur d'Alstom, a été retenu dans la prison de Wyatt durant deux ans, avec menace d'y rester vingt ans, jusqu'à ce que la direction d'Alstom et le gouvernement français cèdent sur la cession de la branche énergie d'Alstom à General Electric. Comme il y a une justice immanente, GE n'a, semble-t-il, pas fait une si bonne affaire que cela. Mais l'humiliation reste et les soupçons de corruption des plus hautes instances françaises. Plusieurs livres ont rendu compte de cette guerre économique.

Quant aux turbines Arabelle, qui constituaient le fleuron de cette branche, au centre de la souveraineté française en matière d'énergie nucléaire, EDF a réussi à les récupérer, mais à prix d'or en 2024. L'entreprise publique compte y investir 350 millions d'euros, avec le recrutement de 300 à 500 personnes d'ici à 2029 pour rapatrier une partie de la production en France. Les 1 300 salariés actuels du site de Belfort ne font pas de cadeau à leur direction française et multiplient les grèves pour réclamer des primes. C'est que l'avenir semble radieux. Le 13 janvier, le consortium américain Westinghouse-Bechtel a en effet confirmé

la commande de trois turbines Arabelle pour le premier projet de centrale nucléaire en Pologne, devant entrer en service en 2033 à Choczewo. Il est certain que, dans les conditions géopolitiques actuelles, c'est mieux que les projets avec le groupe russe Rosatom, du moins à moyenne échéance.

Mais le problème de souveraineté en matière militaire et aéronautique est peut-être encore plus net. On se souvient avec amertume du passage du groupe emblématique Latécoère, en 2019, sous contrôle d'un fonds de pension américain basé aux îles Caïman... Le ministre de l'Économie Roland Lescure a, contrairement à son prédécesseur Éric Lombard, validé la vente, par le gestionnaire d'actifs français Tikehau Capital, de l'équipementier aéronautique LMB Aerospace (75 collaborateurs, basé en Corrèze) au groupe américain Loar Group pour 365 millions d'euros. La direction générale de l'Armement (DGA) avait demandé, sans être entendue, que l'État français conserve une minorité de blocage

par Bpifrance – car cette PME, qui fait 30 % de son chiffre d'affaires aux États-Unis, équipe en petits moteurs électriques les Rafale, les chars Leclerc, le porte-avions *Charles de Gaulle*, les sous-marins nucléaires français...

Comme il faut trouver des motifs d'espérer, saluons la performance d'ALM Meca, PME spécialisée dans l'usinage de précision de turbines à Eschbach (Bas-Rhin). Avec 17 employés, elle a mis au point, de sa propre initiative, en moins d'un an et sur fonds propres, un drone d'un mètre d'envergure, le Fury, dont le microréacteur à kérosène lui permet d'intervenir à 700 km/h (1000 km bientôt?). Il est capable d'intercepter les drones suicide de type Shahed iraniens. C'est la première arme de ce type conçue en Europe. Nos armées en ont probablement besoin et vite. Début d'une belle aventure militaro-industrielle française? Ou bien future proie de la guerre économique? ■

FRÉDÉRIC AIMARD.

La Quinzaine en France

■ **Commerce extérieur.** – Les gazettes proches du pouvoir s'émerveillent des derniers résultats du commerce extérieur qui font apparaître un léger excédent au 4^e trimestre 2025. Pour autant, sur l'ensemble de l'année écoulée, la balance commerciale de la France reste largement déficitaire, marquant même un recul par rapport à 2024. On est loin, très loin, du redressement annoncé par Macron à Davos.

■ **Chômage.** – Autre promesse du même : le plein-emploi en 2027. Au vu des chiffres publiés le 29 janvier par France Travail, l'objectif s'éloigne mois après mois : le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (sans travail) a encore progressé de 2,6 % au 4^e trimestre 2025. Le chômage concerne désormais 5,7 millions de personnes toutes catégories confondues.

■ **Précarité.** – La dernière invention du Medef pour réduire le chômage des jeunes – un CDI « pouvant être rompu à tout moment et sans motif » – a fait pschitt! Le gouvernement s'est empressé de déclarer que cette proposition n'était pas à l'ordre du jour devant la colère qu'elle a provoquée chez les syndicats et dans l'opinion.

■ **Sécurité sociale.** – Pour réduire les temps d'examen des lois de finances, des députés plaident pour fusionner le budget de la sécurité sociale et celui de l'État. C'est oublier bien vite que les recettes de la Sécurité sociale ne sont pas des impôts mais des cotisations payées par les salariés à des fins assurantielles. Leur emploi devrait relever des seuls représentants de ces salariés et non d'un vote du Parlement.

■ **Blé.** – Les céréaliers français ont de plus en plus de difficulté à écouler leur blé

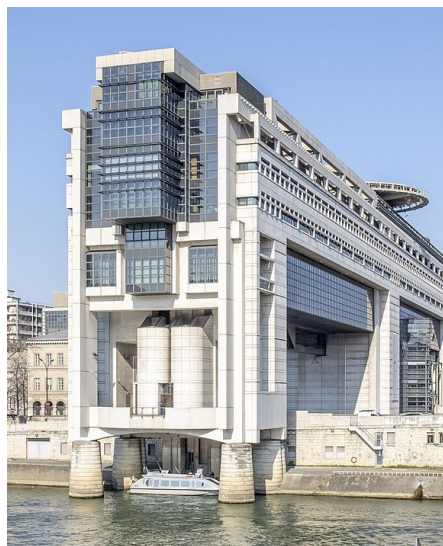
tendre à des prix rémunérateurs alors que leurs coûts de production explosent. En cause : le mastodonte russe qui continue d'inonder les marchés de ses stocks malgré la guerre en Ukraine et la récente fermeture du marché algérien au blé français.

■ **Automobile.** – Pour faire face à l'invasion des voitures électriques chinoises, Stellantis et Volkswagen demandent à la Commission européenne d'instaurer un bonus CO₂ et d'exclure les véhicules importés en Europe de toute aide publique. L'idée est bonne mais elle a bien peu de chance d'aboutir : à Bruxelles, on rêve de signer un grand accord commercial avec la Chine, donc pas question d'exciter Pékin.

■ **Médicaments.** – En autorisant, le 30 janvier, les laboratoires Servier à céder Biogaran, leader des médicaments génériques en France, au fonds de pension britannique BC Partner, Bercy poursuit sa politique de Gribouille. Après la cession d'Opella, filiale de Sanofi qui produit le Doliprane, au fonds américain CD&R, c'est un nouveau fleuron du secteur pharmaceutique français que l'on sacrifie à l'appétit des vautours anglo-saxons.

YVONNE CHASSARD.

SOURCE: WIKIPÉDIA, PHOTO: ARTHUR WEIDMANN.



Le ministère de l'Économie à Bercy. Son inaction sur la vente de LMB Aerospace provoque un tollé.



SOURCE: WIKIPEDIA, PHOTO: NUMBER 10.



Chronique internationale

La ruée vers Pékin

par Yves La Marck.

Rebutés par un vieux barbon, Européens, Canadiens et Australiens regardent vers Xi Jinping avec des yeux de Chimène. Ils rêvent d'un suzerain moins exigeant, moins versatile, plus débonnaire, plus lointain. Ils se trompent lourdement.

Mis à la porte de la Maison Blanche, ils se bousculent au portillon de la Cité interdite. L'agenda du protocole chinois est saturé : du 4 au 8 janvier, le Taoiseach Micheál Martin, une première irlandaise depuis 14 ans ; du 14 au 17 janvier, le Canadien Mark Carney, en froid depuis huit ans après l'arrestation de la fille du patron de Huawei ; du 29 au 31 janvier, le Premier ministre britannique Keir Starmer, une première depuis 2018 ; du 24 au 27 février, le chancelier Friedrich Merz, pour la première fois depuis son investiture. Les autres ne sont pas en reste. Le président Macron a entrepris plusieurs déplacements dont le dernier du 3 au 5 décembre, sans annonce particulière. Les 12-13 novembre, le roi d'Espagne y a fait sa première visite d'État depuis son intronisation en 2014. La présidente du Conseil italien y était en juillet 2024 pour faire oublier sa sortie, fin 2023, des routes de la soie où ses prédécesseurs s'étaient malencontreusement pris dans la toile. Les pays d'Europe centrale et orientale sont déjà dans un dialogue séparé avec Pékin, le 16+1. La présidente de la Commission européenne et le président du Conseil européen s'étaient rendus dans

la capitale chinoise, le 24 juillet, pour le sommet UE-Chine. Le Premier ministre australien, Anthony Albanese, y était en juillet, venu à résipiscence après des années de sanctions suite à l'attribution d'une responsabilité chinoise dans la pandémie du Covid.

Trump et Xi devraient se rencontrer au sommet à Pékin en avril. Les « puissances moyennes » ne seront pas conviées mais elles risquent de figurer au menu.

Qu'est-ce qui fait courir ces « Occidentaux » ? – S'il s'agissait seulement d'envoyer un message à Trump, comme l'Indien Modi en novembre, après avoir essuyé une volée de droits de douane, s'était rendu à Pékin pour un sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) – sans assister le lendemain au défilé militaire –, les Chinois n'apprécieraient pas d'être utilisés comme un dragon de papier. Pour que la posture des « puissances moyennes » soit plus que de façade, encore faudrait-il la rendre crédible sans aller à l'évidence

▲ Xi Jinping et Keir Starmer, lors de la visite de ce dernier en Chine le 29 janvier 2026. Toute l'Europe se rue à Pékin en pensant échapper à Trump.

jusqu'au « renversement d'alliance ». C'est ce qui constitue le cœur de tout dialogue : identifier les terrains de convergence et mettre de côté les différends. Quelque part, Européens, Canadiens et Australiens sont en quête d'un ordre mondial structuré, prévisible, stable, durable, pour lequel la Chine leur apparaît comme un « honnête » régulateur qui rejette comme eux l'imprévisibilité, la versatilité, l'incohérence. Pékin a donné des gages au multilatéralisme organisé autour des agences des Nations unies. New Delhi a montré comment pratiquer un multi-alignement conséquent. Paris, Ottawa, Canberra peuvent-ils raisonnablement y adhérer sans renoncer à leur identité, ce que Mark Carney, après le Finlandais Alexander Stubb, bien placé pour en parler, a qualifié au forum économique de Davos le 19 janvier de « réalisme fondé sur des valeurs ou, autrement dit, nous avons pour objectif de conjuguer principes et pragmatisme » ? Comment démêler « valeurs » et « intérêts » dans ce que Carney appelle « une géométrie variable » que ces « puissances moyennes » privilégieraient « pour contribuer à résoudre les problèmes mondiaux » ?

La Chine ne serait-elle pas un modèle ?

– C'est la présentation qu'en fait le doyen de l'Institut des relations internationales de l'université Tsinghua de Pékin, auteur d'une théorie dite du « réalisme moral » (1). Selon celle-ci, la légitime poursuite des intérêts gagne à être accompagnée du res-

pect de préceptes moraux, référence ici au confucianisme. L'idée relève d'une histoire multimillénaire. Une forme de convergence surgit sur la dimension que d'aucuns qualifient de plus en plus en Occident de « civilisationnelle ». L'admiration pour cette Chine-là est à l'origine de maintes complaisances, notamment françaises, du dernier demi-siècle. Le fait qu'elle se soit retrouvée en couverture des numéros doubles de fin d'année, au *Nouvel Observateur* et au *Point*, ainsi que, en Italie, des derniers numéros trimestriels de l'année des deux revues de géopolitique, *Limes* (« Le temps de la Chine ») et *Aspenia* (« Le demi-siècle chinois »), n'est pas indifférent. Une partie de l'intelligentsia occidentale y est de plus en plus sensible. *Le Point* met l'accent sur le *soft power* chinois (avec en couverture l'actrice Xin Zhilei) qui pourrait être plus recevable par les Européens qui conservent un appétit de civilisation avec tout son raffinement, que ne leur parlent les machines à rêve américain. La lutte pour le climat semble être un autre axe de convergence.

Objections. – Va-t-on pour autant oublier, côté intérêts, la concurrence commerciale et technologique, ou, côté moral, les droits humains ? Et où classer l'appui à Moscou dans la guerre en Ukraine ? Il faut aussi tenir compte de l'hétérogénéité des situations. Même rétives aux oukazes de Washington, les « puissances moyennes occidentales » et la Chine se retrouvent dans des configurations complexes, Europe du Nord et Canada en Arctique, France, Royaume-Uni et Australie dans l'Indo-Pacifique (que deviendra Aukus ?), et quid de Taïwan ?

La théorie des zones d'influence trouve ici ses limites. La Chine a été prise de court au Venezuela. La dernière personne reçue par Maduro à Caracas, quelques heures avant son arrestation, était un vice-Premier ministre chinois ! Ce qui laisse à désirer dans les capacités de prévision de Pékin. *Idem* pour l'Iran. Que Washington sanctuarise « l'hémisphère occidental », excluant la Chine d'Amérique du Sud, des Caraïbes, des abords de l'Alaska et du Groenland, le Premier ministre canadien s'y oppose frontalement en ouvrant à nouveau un marché aux véhicules chinois et promettant un « partenariat stratégique » avec Pékin, d'où la colère de Trump. Sa démarche peut paraître suicidaire, à moins qu'il ait reçu des assurances que Pékin n'ait pas justement choisi de tester ainsi la détermination de Trump et celle des Européens. Washington n'a sans doute pas la volonté de se retirer sous la tente, ni de confronter Pékin toujours et partout. Trump et Xi devraient se rencontrer au sommet à Pékin en avril. L'occasion sera toute trouvée, soit d'un Yalta mondial, soit d'accommodements partiels. Les « puissances moyennes », selon l'expression de Carney, ne seront pas conviées mais elles risquent de figurer au menu. Elles ne retrouveront pas auprès de Pékin les avantages qu'elles auraient perdus auprès de la Maison Blanche.

Trump a pour horizon la fin (définitive) de son mandat en 2028. Xi le renouvellement du sien (à vie) par le 21^e congrès du Parti communiste chinois en novembre 2027. À l'agitation tous azimuts de l'Américain dans la première année de son second mandat a correspondu la quasi-immobilité du Chinois. Si le monde entier visite Pékin, c'est aussi que l'empereur du Milieu ne quitte plus son palais. Il s'était fait porter pâle tant au sommet des Brics au Brésil qu'à celui du G20 en Afrique du Sud. Il n'a fait qu'une seule tournée en avril, dans son « étranger proche » en Asie du Sud-Est. On sait aujourd'hui pour quelle raison : la purge de l'état-major jusqu'à son chef a révélé de sombres intrigues dans un système opaque, un risque de contestation intérieure. Un régime autoritaire n'est pas si prévisible qu'on

croit. Le Nouvel An chinois, le 17 février, annonce, sous le thème du cheval de feu, une année « volcanique ».

Certes, les « puissances moyennes occidentales » de par leur nature ou leur essence démocratique n'ont aucun horizon aussi dramatique. Macron, Merz, Starmer, Meloni, Sánchez, Carney, Albanese disparaîtront sans laisser de traces, mais leurs institutions, leurs cadres, leur diplomatie persisteront dans l'être, y compris à travers des alternances partisans considérées ici comme normales. Autant de raisons pour se définir non par rapport à Washington ou à Pékin, mais par rapport à soi. ■

(1). *Le Monde*, 21 janvier 2026, « Lettre de Pékin. Trump envoie valser les valeurs américaines pour le plus grand bonheur de la Chine ».

Royaume-Uni

L'heure de Farage

Depuis mai 2025, Nigel Farage semble réaliser une percée politique à travers élections, sondages et ralliements. Il convient pourtant de rester prudent.

L'information a secoué le microcosme politique au-delà des frontières de la chère Albion. Pour la troisième fois en trois semaines, un ténor du Parti conservateur a annoncé, le 26 janvier 2026, son ralliement au parti Reform UK de Nigel Farage. Il s'agit de Suella Braverman, ancienne ministre de l'Intérieur dans les gouvernements de Liz Truss et Rishi Sunak. Cela fait suite aux ralliements de Robert Jenrick, ancien ministre d'État à l'Immigration de 2022 à 2023, le 15 janvier, et de Nadhim Zahawi, chancelier de l'Échiquier de juillet à septembre 2022. Au total, une vingtaine d'élus ou d'anciens élus sont tombés dans l'escarcelle du parti Reform UK depuis 2024 et ses députés sont passés de 5 à 8, ce qui est bien

peu de chose, surtout si l'on se souvient que 650 députés siègent à Westminster. Mais il ne faut pas s'arrêter à ces chiffres.

Le 1^{er} mai 2025, lors d'élections locales, ce même parti avait pris le contrôle de 12 conseils régionaux et avait fait élire plus d'un millier de conseillers municipaux. Le même jour, lors d'une élection législative partielle, c'était une candidate du parti de Farage, Sarah Pochin, qui l'avait emporté d'extrême justesse (6 voix) dans une circonscription tenue de longue date par le Parti conservateur, à Widnes dans le nord-ouest de l'Angleterre. Le 23 octobre, lors d'une élection partielle au Senedd (parlement gallois) à Caerphilly, le candidat Reform UK est arrivé deuxième derrière le candidat nationaliste gallois, avec plus de 36 % des voix et un taux de participation de plus de 50 %, ce qui pour une élection partielle n'est pas négligeable. Les deux principaux partis britanniques, le Parti travailliste et le Parti conservateur cumulant à eux deux 13 % des voix (2 % pour le Parti conservateur, une humiliation). Quant aux sondages, ils annoncent de belles performances au parti de Nigel Farage lors de l'élection lé-



Nigel Farage. La progression de son parti Reform UK pourrait changer le paysage politique britannique.

SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : GAGE SKIDMORE.

gislative partielle du 26 février à Manchester, dans la circonscription de Gorton et Denton créée en 2023, et lors des élections provinciales du 6 mai 2026 en Écosse et au Pays de Galles. Le 26 septembre enfin, le *Times* créditait Reform UK de 373 sièges aux élections législatives de 2029, aucun autre parti n'en obtenant plus de 100 – et la société de sondages YouGov, de 313, à 13 sièges de la majorité absolue (326). Comment ne pas se sentir pousser des ailes ?

Pourtant les sondages, aussi intéressants soient-ils, ne sauraient se substituer à l'élection elle-même pour mesurer la force d'un parti. Et à Caerphilly, le 23 octobre, tout brillant deuxième qu'il ait été dans les sondages, le candidat de Nigel Farage avait été battu alors que son leader croyait possible sa première victoire au Pays de Galles. À Widnes le 23 février, le candidat écologiste pourrait tout aussi bien l'emporter. Les personnalités conservatrices ralliées à Reform UK ne sont pas toujours de première importance. Certains observateurs soulignent que le départ des trois anciens ministres conservateurs aide le chef de file des Tories, Kemi Badenoch, à recentrer le parti et à asséoir son autorité. Quant aux travaillistes, ils sont toujours en proie à des conflits internes entre une aile gestionnaire incarnée par le Premier ministre Keir Starmer et son numéro deux dans le parti, Lucy Powell, plus progressiste. En fait, c'est moins une victoire de Farage qu'il faut craindre qu'un éclatement du champ électoral, et sa capacité à imposer ses thématiques comme la lutte contre l'immigration. ■

MARC SÉVRIEN.

Voix étrangères

La Marque jaune

Sur fond de ciel sombre, la tour de Londres découpe sa dure silhouette médiévale. À l'arrière, le Tower Bridge. En face, on ne le voit pas sur la vignette qui ouvre la bande dessinée, l'hôtel des monnaies (*Royal Mint*) où sont frappées les pièces, *pounds* et *pence*. Ce dernier a été fermé en 1967, une partie aménagée en appartements (*Tower Hamlets*). En 2018, le ministère des Affaires étrangères, sous la direction éclairée de Boris Johnson, a autorisé la vente du terrain pour 316 millions d'euros à... la République populaire de Chine pour y édifier une nouvelle ambassade, la plus importante en Europe. Après moult péripéties, le Premier ministre Keir Starmer a obtenu, le 20 janvier, que le ministère du Logement, des Communautés et des Collectivités locales accorde le permis de construire. La Chine avait posé cette condition pour que le Premier ministre soit accueilli à Beijing, pour la première fois depuis 2018.

La presse conservatrice britannique est vent debout contre le projet. Le 13 janvier, le quotidien *The Telegraph* avait publié à

SOURCE: THE DAILY TELEGRAPH.



La une du *Telegraph* de Londres du 13 janvier, publiant les plans de l'ambassade chinoise.

la une les plans d'architecte des bâtiments étendus sur 20 000 m², avec 208 pièces en sous-sol dont des pièces secrètes. Or, sur l'un des côtés, les murs de l'ambassade longent le circuit de fibres optiques reliant la City au centre d'affaires édifié sur les anciens docks malfamés, Canary Wharf. Dans la célèbre bande dessinée, comme dans la plupart des aventures de Blake et Mortimer, l'action se passe dans des souterrains. On peut légitimement penser qu'il en ira de même. Le Contre-espionnage (MI5), avec ou sans le capitaine Blake, le Service des Communications (GCHQ), plus dans les cordes du professeur Mortimer, ont béni l'opération avec la possibilité de rendre public leur courrier conjoint. Dans des phrases balancées, les deux autorités compétentes admettent que le risque zéro n'existe pas, que tout ce qui était possible a été envisagé et qu'il y a de toute façon intérêt à regrouper en un seul endroit tous les services officiels chinois actuellement dispersés sur sept sites dans Londres. Le moment est sensible alors que les tentatives d'infiltration se sont multipliées aux plus hauts niveaux. L'importante communauté chinoise, notamment britannique de Hong Kong, avec passeports originaux, a été mobilisée. Hong Kong se décline désormais sur Tamise.

Le *Telegraph* a repris espoir dès le lendemain en apprenant qu'un recours allait être déposé devant la Haute Cour de Justice par l'association des résidents de l'ensemble immobilier voisin: « *Xi Jinping pourrait avoir trouvé son égal ("match") dans l'administration britannique des plans d'urbanisme.* » L'affaire pourrait donc encore traîner un ou deux ans, avec des révélations publiques sans doute gênantes pour les divers intervenants. La nouvelle muraille de Chine pourrait être inaugurée à Londres dans une quinzaine d'années.

« *La Marque jaune* » continue de terrifier les Londoniens; elle a simplement changé de forme et de couleur: elle est aujourd'hui étoilée sur fond rouge vif. ■

Y. L. M.

Les Faits marquants

■ **Cuba.** – La population cubaine fait face à la multiplication de coupures d'électricité en conséquence de la pression exercée par les États-Unis sur ses principaux fournisseurs de pétrole: le Venezuela, la Jamaïque et le Mexique. Décidée à provoquer la chute du régime communiste, sous embargo depuis 1962, l'administration Trump dit envisager de remettre en cause les liaisons aériennes et les transferts d'argent entre les deux pays.

■ **Égypte.** – Fermé en mai 2024, le point de contrôle de Rafah entre l'Égypte et la bande de Gaza est, depuis le 2 février, rouvert dans les deux sens, six heures par jour et sous très haute surveillance. Dès le premier jour, trois ambulances ont pu évacuer des blessés palestiniens. 20 000 patients de Gaza, dont 4 500 enfants, seraient en attente de soins d'urgence et pourraient être prochainement pris en charge par les hôpitaux égyptiens.

■ **Libye.** – Le fils cadet de Mouammar Khadafi, Saïf al-Islam Kadhafi, a été tué par balles à son domicile de Zintan (nord-ouest du pays) le 3 février. Les premières constatations des enquêteurs dessinent l'hypothèse d'un assassinat politique par un commando. Amnistié après avoir été condamné à mort par la justice libyenne en 2015 pour son implication dans le régime dictatorial de son père, il vivait caché, sous le coup d'un mandat d'arrêt de la CPI.

■ **Royaume-Uni.** – Les révélations sur l'affaire Epstein éclaboussent le Parti travailliste en la personne de Peter Mandelson. L'ancien ministre, commissaire européen et ambassadeur aux États-Unis, est soupçonné, selon les documents rendus publics, d'avoir perçu plusieurs dizaines de milliers de dollars de la part de l'homme d'affaires et pédocriminel mort en 2019. Le 4 février, il a choisi de renoncer au siège qu'il occupait à la Chambre des lords.

CASIMIR MAZET.





Une œuvre pour ce siècle

Albert Camus, notre contemporain

par Frédéric Farah.

Nous publions le texte issu de la belle conférence que notre ami Frédéric Farah a consacrée à l'œuvre d'Albert Camus dans le cadre de nos Mercredis. « *La crise de l'Homme* » que l'auteur de *L'Homme révolté* diagnostiquait dans les années d'après-guerre est toujours présente et l'humanisme engagé de Camus reste un antidote puissant au nihilisme ambiant.

Mon propos n'est pas de retracer l'histoire de l'œuvre de Camus, mais d'en offrir une lecture subjective, personnelle. On pourra me reprocher de peu parler de l'Algérie, mais ma réflexion relève moins de l'observation de faits précis que du souci de comprendre Camus dans son rapport au monde et d'expliquer en quoi cet auteur nous est proche, en quoi sa pensée peut nous être utile aujourd'hui.

Ce qui est essentiel chez Camus, c'est sa passion pour la justice, sa volonté de se tenir au plus près des hommes en lutte face à leur destin, sans jamais se laisser dessécher par les concepts, les idéologies froides et les tentations de commissaire politique. L'œuvre de Camus fait toute sa place à l'amour du monde, de la vie, à l'amour même de l'amour, pas pour susciter la rêverie mais pour inciter l'homme à refuser la volonté de puissance, la domination, pour tenir loin le crime. Camus, c'est un certain goût du bonheur et de la beauté, conjugués à la révolte. Et une certaine sobriété de la pensée : lors du dernier

entretien qu'il donna en décembre 1959, à la question « *Que devrait-on faire pour arriver à un monde moins opprimé par le besoin et plus libre ?* », il répondait laconiquement : « *Donner, quand on peut. Et ne pas haïr, si l'on peut* » (1).

On trouve chez Camus le même souci que chez Hannah Arendt : construire un monde commun possible, après l'expérience totalitaire.

Camus est inscrit dans notre histoire collective. – Il a incarné une des dernières figures de « l'intellectuel total », pour reprendre l'expression de Pascal Ory dans son *Histoire des intellectuels en France*. Son œuvre est plus vaste que ce qu'en connaît le grand public. Bien souvent, ce sont *La Peste*, *L'Étranger*, *Les Justes* qui viennent à l'esprit, mais on trouve bien d'autres trésors dans des textes moins connus. Ainsi, j'aurais aimé être accompagné ce soir par une romancière italienne, Elena Rui. Elle a écrit un bel ouvrage sur les veuves de Camus, les femmes qui ont

compté dans sa vie, de Maria Casarès à Mette Ivers, car il fut aussi un grand amoureux. Ainsi, il affirmait : « *Si j'avais à écrire ici un livre de morale, il aurait cent pages et 99 seraient blanches. Sur la dernière, j'écrirais : je ne connais qu'un seul devoir et c'est celui d'aimer* » (2).

Mais mon propos sera autre : il s'agit, à travers certains textes, de faire entendre une voix singulière qui parle de littérature, de poésie et de politique, celle d'une conscience de son temps, mais dont les mots et les pensées peuvent venir jusqu'à nous sans prêchi-prêcha. Son œuvre n'offre aucun vade-mecum, aucun prêt à penser, seulement une exigence intellectuelle, morale et politique qui peut nous éclairer dans ces temps confus et parfois sombres. Pour moi, Camus n'est ni un philosophe pour classe de terminale – comme l'avait dit très stupidement quelqu'un dont je tairai le nom – ni une sorte de saint laïc. Il se définissait d'abord comme un artiste : « *Changer la vie, oui, mais non le monde dont je faisais ma divinité. C'est ainsi, sans doute, que j'abordai cette carrière inconfortable où je suis, m'engageant avec innocence sur un fil d'équilibre où j'avance péniblement sans être sûr d'atteindre le but. Autrement dit, je devins un artiste, s'il est vrai qu'il n'est pas d'art sans refus ni sans consentement* » (3).

Un artiste, mais un artiste qui a vécu parmi les hommes, qui s'est voulu un témoin lucide et un combattant. Ses écrits des années 1950 offrent les portraits d'un monde cruel, désenchanté, absurde et d'une génération qui, pourtant, refuse obstinément

◀ **Albert Camus** en 1957. Homme de la Méditerranée, il ne pouvait concevoir le monde sans lumière mais il acceptait sa part d'ombre.

PHOTO: VOIX DE L'HEXAGONE



Frédéric Farah. Économiste reconnu, grand contempteur du dogmatisme libéral, il est aussi un excellent connaisseur de l'œuvre d'Albert Camus.

le nihilisme: parlant des hommes sortis de la guerre, « *Il leur a fallu forger un art de vivre par temps de catastrophe, pour naître une seconde fois et lutter ensuite à visage découvert contre l'instinct de mort à l'œuvre dans notre histoire* » (4). Et il poursuit sur une touche plus personnelle: « *Quant à moi, je n'ai jamais pu renoncer à la lumière, au bonheur d'être, à la vie libre ou j'ai grandi* » (4). On retrouve ici des concepts déjà présents chez Gramsci: pessimisme de la pensée, optimisme de l'action.

Si Camus cherche à préserver le sens et le goût du bonheur, l'amour de la vie, la beauté, la fidélité à l'homme, il ne défend pas pour autant une jouissance séparée et solitaire, qui ignore le monde. Puier sa force dans la beauté du monde n'est pas s'évader, c'est rester fidèle au monde de pauvreté et de lumière qui était le sien. Chez lui, il y a la beauté et les humiliés, et il veut garder sa fidélité aux deux. Camus, c'est la passion de l'envers et de l'endroit qui ne se détachent jamais l'un de l'autre. C'est la lumière qui ne peut se penser sans l'ombre.

Vivre la vie des hommes, c'est aussi affronter ce que Joyce a nommé « *le cauchemar de l'histoire* ». En cela, Camus s'est voulu fidèle à la leçon du poète grec Georges Sèfèris, où l'on retrouve le même souci de chercher l'homme partout où il se trouve. En témoigne ce beau passage du discours prononcé par Sèfèris, en 1963, lors de sa réception du prix Nobel: « *Dans ce monde qui va en se rétrécissant, chacun de nous a besoin de tous les autres. Nous devons chercher l'homme, partout où il se trouve. Quand, sur le chemin de Thèbes, Édipe rencontra le Sphinx qui lui posa son énigme sa réponse fut: l'homme. Ce simple mot détruisit le monstre. Nous avons beaucoup de monstres à détruire. Pensons à la réponse d'Édipe* » (5).

Camus, le Méditerranéen. – Camus ne parle pas de n'importe où, il parle depuis son Algérie natale. Son attachement à la Méditerranée s'exprime dès son premier texte, lors d'une conférence donnée à Alger en février 1937: « *Pour nous la chose est évidente, il ne peut s'agir d'une sorte de nationalisme du soleil. La Méditerranée qui nous entoure au contraire est un pays vivant plein de jeux et de sourires* » (6). On rencontre ici un Camus au plus près de lui-même, qui ne veut jamais éloigner de lui les plaisirs de la vie et l'ivresse de la lumière. C'est un rapport sensuel qu'il entretient avec la Méditerranée, prolongé par une vision du monde qu'il continuera de nourrir tout au long de sa vie et qui s'enrichira sous l'effet de la guerre: « *Nous voulons rattacher la culture à la vie. Nous ne voulons pas nous séparer du monde. Il*

n'y a qu'une culture, mais c'est celle qui vit dans l'arbre, la colline et les hommes. Nous n'avons qu'à ouvrir les yeux pour avoir conscience de notre tâche: faire entendre que la culture ne se comprend que mise au service de la vie, que l'esprit ne peut être l'ennemi de l'homme » (6).

Et dix-neuf ans plus tard, malgré la guerre, malgré le génocide juif, le dialogue fécond se poursuivra entre l'histoire, ses exigences et le soleil. En 1958, la préface – presque testament – de *L'Envers et l'Endroit* le dira avec force: « *Changer la vie, oui, mais non le monde dont je faisais ma divinité* » (7).

D'où, chez Camus, une conception pratique de la politique qu'il exprimera en 1946 dans sa conférence sur « *La Crise de l'Homme* »: « *Le rôle de la politique est de faire le ménage et non pas de régler nos problèmes intérieurs. Ignorez pour moi s'il existe un absolu. Mais je sais qu'il n'est pas de l'ordre politique. L'absolu n'est pas l'affaire de tous: il est l'affaire de chacun* » (8). D'où une conception réaliste, concrète de la justice qui va parcourir toute son œuvre: « *Oui, il y a une crise de l'Homme, puisque la mise à mort d'un être peut être envisagée autrement qu'avec l'horreur et le scandale qu'elle devrait susciter, puisque la douleur humaine est admise comme une servitude [...] Qu'est-ce sauver l'homme? Mais je vous le crie de tout moi-même, c'est ne pas le mutiler et c'est donner ses chances à la justice qu'il est seul à concevoir, la conquête du bonheur* » (8).

Crise de l'homme et crise de l'avenir. – Si Camus nous semble aussi présent, c'est parce qu'il a perçu assez vite qu'il était nécessaire de réfléchir aux conditions d'une

« *vie habitable* », après l'horreur génocidaire de la Seconde Guerre mondiale et les formes de violence politique qu'il a observées. On trouve chez lui le même souci que chez Hannah Arendt: construire un monde commun possible, après l'expérience totalitaire. Ce qui renvoie à deux réflexions, l'une sur la crise qui affecte l'être humain de manière générale, l'autre sur le rapport à l'avenir.

Dans un éditorial de *Combat* de novembre 1946, Camus parle de son siècle comme celui de la peur. Cette peur ne quitte pas l'horizon humain, « *Elle signifie et refuse le même fait: un monde où le meurtre est légitimé et où la vie humaine est considérée comme futile. Voilà le premier problème aujourd'hui* » (9). L'actualité récente, celle de l'Afrique ou du Moyen-Orient, nous confirme le peu de prix que l'on fait de la vie humaine: des hommes, des femmes, des enfants continuent d'être broyés par la terrible logique de puissances criminelles. Seul un humanisme exigeant pourra venir à bout de cette crise: « *La seule question était de savoir si nous alions accepter ce monde où il n'était plus possible que d'être victime ou bourreau. Et si nous ne l'acceptons pas, quelles raisons nous pouvions avoir à lui opposer. C'est pourquoi nous avons cherché ces raisons dans notre révolte même* » (9).

Mais il sait qu'il n'y a pas de vie possible sans projection ni mûrissement. Or, les forces qui occultent notre avenir sont les mêmes aujourd'hui qu'hier et Camus en énumérait les symptômes les plus clairs: « *Si notre analyse [est] juste, quelles sont donc les caractéristiques de cette crise? Elles sont: 1) La volonté de puissance. 2) La terreur. 3) Le remplacement de l'homme réel par l'homme politique et historique. 4) Le règne des abstractions et de la fatalité. 5) La solitude sans avenir* » (8).

Je crois que c'est autour de ce double axe – la crise de l'avenir et celle de l'homme, intimement articulées – que Camus nous parle aujourd'hui avec autant de force. Jamais en idéologue, mais en serviteur d'une double cause: celle de dire la vérité, celle de se tenir auprès des humiliés qui subissent l'histoire. Des humanisme solaire et exigeant ne se contente pas de formules vagues, c'est dans la révolte et dans l'action qu'il prend tout son sens. ■

(1). Entretien donné en décembre 1959 à la revue libertaire argentine *Reconstruire*.

(2). *Carnets I*, mai 1935-février 1942, Gallimard, 1962.

(3). *L'Envers et l'Endroit*, Edmond Charlot, Collection Méditerranées, 1937.

(4). Albert Camus, discours pour la réception du prix Nobel de littérature, 10 décembre 1957.

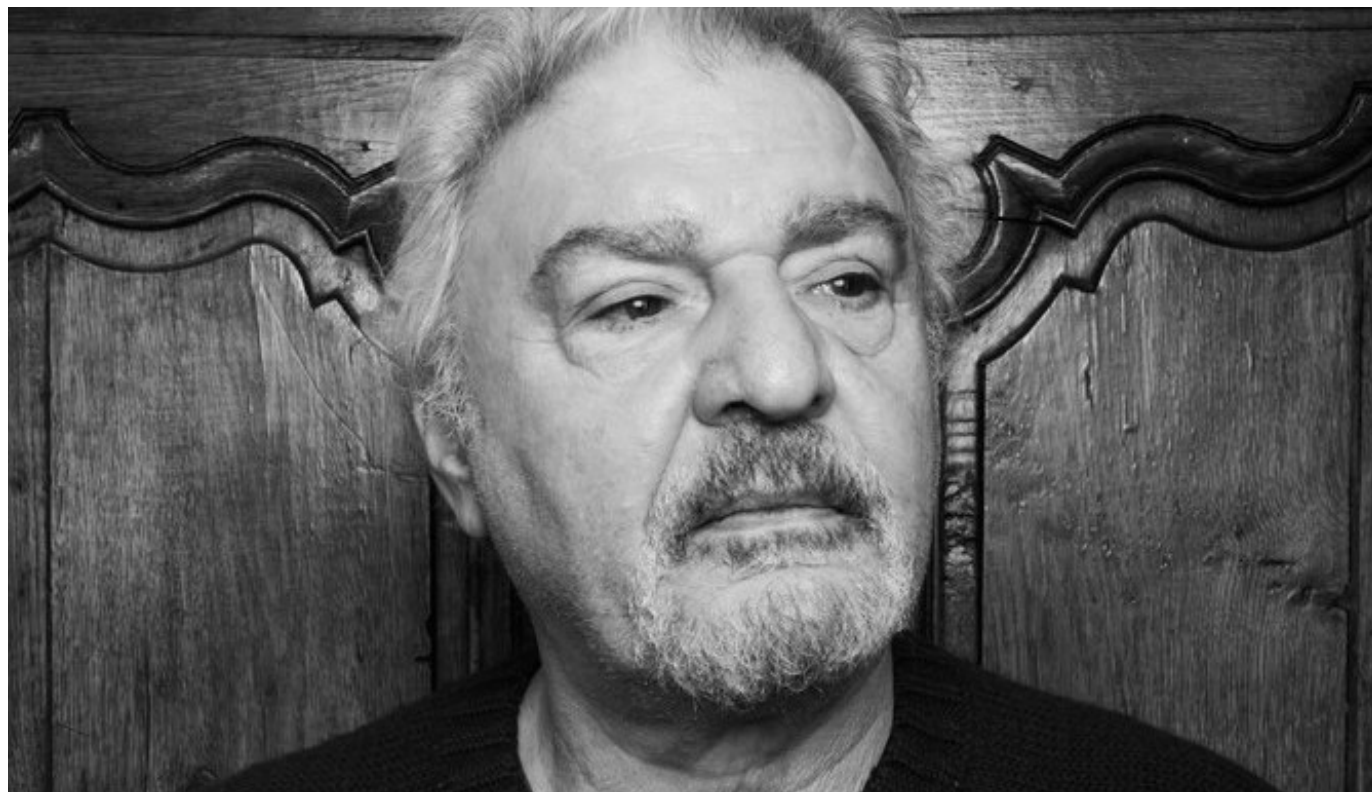
(5). Georges Sèfèris, discours pour la réception du prix Nobel de littérature, 10 décembre 1963.

(6). Conférence donnée le 8 février 1937 pour l'inauguration de la maison de la culture d'Alger.

(7). Préface pour la réédition de *L'Envers et l'Endroit*, Jean-Jacques Pauvert, 1958.

(8). Conférence donnée le 28 mars 1946 à l'université de Columbia sur « *La Crise de l'Homme* ».

(9). Albert Camus, « *Le siècle de la Peur* », *Combat*, novembre 1946.



Chronique des essais

Chronique de la décadence de l'Occident

par Nicolas Maxime.

Plongée dans l'œuvre pessimiste de Dany-Robert Dufour, qui analyse la diffusion du sadisme dans les technosciences, le capitalisme et les rapports sociaux contemporains.

Sadique époque qu'est la nôtre, comme le démontre Dany-Robert Dufour dans son ouvrage éponyme, tant l'auteur parvient à mettre au jour, avec une rigueur théorique et une noirceur assumée, les ressorts d'une civilisation occidentale travaillée par la passion sadique. En s'appuyant sur de nombreuses sources philosophiques et psychanalytiques, l'auteur montre comment le sadisme s'est progressivement diffusé dans l'ensemble de la société.

En premier lieu, Dufour s'attarde sur la biographie du marquis de Sade en évoquant les épisodes de sa vie entre perversion et emprisonnement. Alors que d'autres personnages se sont illustrés à travers leurs méfaits dans l'histoire, comme Néron, c'est pourtant le marquis de Sade qui va durablement marquer l'Histoire par cette passion funeste et dévastatrice. C'est parce qu'il a laissé une trace durable avec ses œuvres, que son nom en est venu à désigner une pathologie : le sadisme.

Par la suite, Dufour démontre que le monde sadien a quitté les pages de la littérature interdite pour s'incarner dans la technoscience moderne : l'atome, le génome, l'intelligence artificielle. Avec les bombardements atomiques de Hiroshima et Nagasaki, le rêve de Sade de destruction

de l'humanité a été réalisé. Le sadisme se déploie également dans l'accès au génome, car l'homme ne se contente plus de transformer le monde, mais de reprogrammer le vivant et l'humain, en contestant la différence des sexes, la filiation et l'importance des générations.

C'est à travers le transhumanisme, et plus encore le post-humanisme, que se déploie le fantasme sadien d'élimination de l'humain.

Mais c'est à travers le transhumanisme, et plus encore le post-humanisme, que se déploie le fantasme sadien d'élimination de l'humain : le cerveau de l'Homme étant jugé déficient, lent et imparfait face au silicium, il est appelé à être remplacé par une intelligence prétendument supérieure. Ainsi, l'intelligence artificielle constitue sans doute l'aboutissement de cette passion sadique des technosciences, dans la mesure où l'émergence d'une intelligence artificielle générale (IAG) pourrait devenir incontrôlable et, à terme, représenter une menace existentielle pour l'humanité.

Puis Dany-Robert-Dufour analyse le rôle central des réseaux sociaux dans la diffusion d'un sadisme contemporain qui

se fonde sur l'économie de l'attention. Il démontre que les réseaux sociaux fonctionnent sur une double jouissance. Tout d'abord, par la diffusion de contenus ultra-violents, négatifs et/ou clivants, ce qui encourage le côté pervers. Ensuite, la personne va réprouver ces contenus en adoptant une posture de réprobation morale. De plus, les algorithmes enferment leurs utilisateurs dans des bulles d'information. Ce phénomène de « *bubble-isation* » aboutit à des « *ghettos de mèmes* » où des groupes, partageant les mêmes opinions, vont se confronter à d'autres groupes ayant des points de vue opposés. Chacun se définit par son identité, en privilégiant un discours non argumenté, ce qui suscite une polarisation accrue du débat. Il met ainsi en lumière une convergence inattendue entre deux camps présentés comme opposés : le trumpisme et le wokisme. Dufour soutient qu'ils sont en réalité des « *frères ennemis* », car tous deux participent d'un même rejet du logos et de l'universel, et affaiblissent le commun au profit de l'émotion et de la déraison.

Dufour va ensuite montrer comment ce sadisme se diffuse dans l'*hyper-classe*. Le lien est établi avec le capitalisme néolibéral qui serait, selon lui, un système sadique, dont Elon Musk incarne la figure emblématique. Il s'agit désormais de passer à un Marché total, entendu comme un nouveau type de totalitarisme, qui ne veut plus se contenter de soumettre l'État à sa volonté mais de l'abolir. Le but affiché est de transformer toute chose en marchandise, à commencer par la monnaie qui tend à perdre sa fonction d'échange pour devenir un objet de spéculation s'auto-reproduisant

◀ **Le philosophe Dany-Robert Dufour.** Son œuvre est une dénonciation du nihilisme qui caractérise la pensée néolibérale et l'économie de marché.

en dehors de l'économie réelle. Dufour va évoquer la nébuleuse libertarienne et l'influence du courant *Dark Enlightenment*, critique radicale de la démocratie, qui défend un darwinisme social assumé, dans lequel pouvoir et richesse doivent revenir aux plus forts. Ils veulent s'affranchir des règles collectives afin de remplacer le principe démocratique « *un homme, une voix* » par « *un dollar, une voix* ». Pour Dany-Robert Dufour, le trumpisme en constitue le point nodal, dont l'aboutissement serait, à terme, l'émergence d'un Quatrième Reich national-capitaliste, caractérisé par le suprématisme blanc, le masculinisme, la mise en œuvre d'un *Lebensraum* américain, un extractivisme illimité et la promotion de l'homme augmenté. Mais Dufour n'épargne pas non plus les pauvres, notamment en évoquant le *lumpenprolétariat*, aujourd'hui incarné par la délinquance juvénile, dont la violence gratuite est motivée par une logique d'appartenance au clan.

Toutefois, et c'est là une limite de l'ouvrage, Dufour n'explore pas suffisamment l'un des lieux où le sadisme contemporain s'exerce avec le plus de violence quotidienne : le contrôle social. Par exemple, le conditionnement des minima sociaux, comme le RSA, à des obligations d'activité professionnelle, relève de cette logique sadico-disciplinaire. Les chômeurs déjà fragilisés par leur situation et considérés comme des assistés doivent en plus subir de plus en plus de dispositifs de contrôle, d'obligations bureaucratiques et de sanctions, participant à une forme d'humiliation institutionnelle.

Autre phénomène non évoqué par l'auteur : l'évolution sadique s'accompagne également d'une forme d'abêtissement généralisé de la population. On le voit à travers les émissions de divertissement et de télé réalité plus abrutissantes les unes que les autres, la mise en scène quotidienne des influenceurs, les clowneries et le racolage intempêtif des responsables politiques.

Enfin, le pessimisme traverse *Sadique Époque* où, en conclusion, l'auteur doute qu'on puisse changer les choses. Or Dufour oblitère tout un pan de la société civile : associations, économie sociale et solidaire, actions citoyennes où l'on tente de préserver une forme de décence commune (1). C'est peut-être là, dans cette résistance à la logique de destruction, que se loge encore la possibilité de ne pas laisser Sade avoir le dernier mot, même s'il semble, pour l'instant, se marrer de la décadence de l'Occident. ■

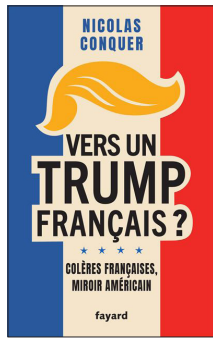
(1). George Orwell, *Le Quai de Wigan* (1937) sur la *Common Decency*. Concept repris par Jean-Claude Michéa dans *L'Empire du moindre mal*, Climats, 2007.

► **Dany-Robert Dufour, *Sadique Époque. Comment en sommes-nous arrivés là ?*** Le Cherche midi, octobre 2025.

Politique

Au miroir de l'Amérique

Vers un Trump français ? Colères françaises, miroir américain, par Nicolas Conquer, Fayard, septembre 2025.



En juin 2024, un parfait inconnu de 37 ans, franco-américain, parachuté comme celui qui avait sauté quatre-vingts ans plus tôt sur le clocher de l'église de Sainte-Mère-Église, se présentant sous l'étiquette d'Éric Ciotti, recueillait

40 % des voix au second tour des élections législatives de la 4^e circonscription du département de la Manche (La Hague-Cherbourg-Barfleur), traditionnellement socialiste.

Je l'avais croisé tractant sur les marchés. Il ne faisait pas mystère de sa double nationalité, portant le patronyme breton de son grand-père marié à une Canadienne, sa propre mère étant américaine. En partie autobiographique, son ouvrage témoigne avec une vraie sincérité d'une certaine Amérique rurale profonde, en l'occurrence ce Minnesota si présent dans l'actualité. La comparaison entre les grandes plaines du Midwest, qui font plutôt penser à la Beauce (sans Péguy), et le bocage contentinois n'est pas évidente. Pourtant, l'ex-candidat en rapproche les colères, sans pour autant prôner ici les solutions adoptées là-bas. Il n' imagine pas de vague trumpiste, ne serait-ce que pour cette raison qu'il n'y a pas de Trump français possible.

Nicolas Conquer avait été le délégué du Parti républicain en France. Il avait réussi cet exploit de se voir invité régulièrement sur les plateaux télé parce que, il l'admet très lucidement, il incarnait l'homme à abattre dans un jeu de massacre audiovisuel. « *Un dîner de Conquer* », écrit-il, comme on dit « *un dîner de cons* ». Il fallait du courage et de la répartie pour se battre seul face à la multitude bien-pensante, pour prendre la défense, quoi qu'il arrivât, d'une cause aussi décriée. Il persiste et signe à travers ce premier ouvrage qui a déjà fait éructer les gardiens du Temple.

Son titre accrocheur ne recouvre en réalité que le chapitre dix et dernier. La montagne n'accouche pour ainsi dire que d'une souris : s'il s'aventure à dresser un portrait-robot d'un Trump français en cinq points (le businessman, l'outsider, le tribun, l'iconoclaste, le populiste), c'est pour en conclure qu'il n'existe pas et qu'il

serait plus avisé de définir un « *Trump à la française* », voire d'un « *J. D. Vance à la française* », vers lequel va sa préférence, qui puiserait nécessairement dans l'histoire française, des Capétiens auxquels il se réfère, au « gaullisme », supposé inspirer le vice-président américain. Un balayage d'une quinzaine de personnalités des droites françaises ne laisse guère émerger que les derniers venus, la jeune génération « *encore balbutiante mais pleine de promesses* », telle Sarah Knafo, non tant pour ses opinions, auxquelles Conquer ne s'arrête pas longtemps, que pour son style, sa posture médiatique, sa force transgressive. Parfois, conclut-il, il suffit d'un homme (ou d'une femme)... ■

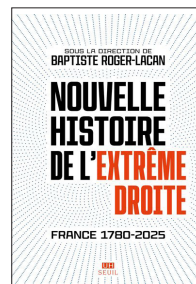
DOMINIQUE DECHERF.

Politique

Définir l'extrême droite ?

Nouvelle Histoire de l'extrême droite, France 1780-2025, sous la direction de Baptiste Roger-Lacan, Seuil, octobre 2025.

Depuis plus de deux siècles, l'extrême droite offre de multiples visages, fortement contrastés ou contradictoires. Est-il possible de lui trouver un socle commun ? Baptiste Roger-Lacan le croit. Je n'en suis pas persuadé.



Les historiens rassemblés par Baptiste Roger-Lacan offrent un très remarquable ensemble d'analyses sur une galaxie politique moins connue que largement fantasmée. On y rencontre des catholiques contre-révolutionnaires, des nationalistes antisémites, d'authentiques fascistes, des populistes, des « *identitaires* », et les multiples définitions de l'extrême droite montrent combien il est difficile de trouver à cette foisonnante diversité un socle commun.

Baptiste Roger-Lacan propose une définition selon quatre caractéristiques : le refus de la modernité individualiste selon une vision hiérarchique de la société ; le rejet de l'universalisme au nom des inégalités naturelles ; une conception exclusive et défensive de la communauté nationale, face à l'ennemi extérieur et aux « *parasites* » intérieurs ; l'hostilité au Progrès, qui devient relative au XX^e siècle.

Cette définition recouvre de manière adéquate le courant contre-révolutionnaire du XIX^e siècle tout en laissant de côté le courant catholique social du légi-



Manifestation d'extrême droite à Paris dans les années 2010. Une radicalité sans idées.

timisme, pourtant riche de prolongements non extrémistes, du colonel de La Rocque au général de Gaulle. Pour le XX^e siècle, les critères énumérés par Baptiste Roger-Lacan me paraissent problématiques. Il est difficile de prendre comme critère le refus de la modernité, qui se manifeste chez des auteurs et dans des courants très variés, de Péguy à Mai 68. Hiérarchique et xénophobe, l'Action française est universaliste par son instrumentalisation du catholicisme (« *Je suis Romain, je suis humain* »). Surtout, comment négliger le phénomène totalitaire, qui paraît accomplir le projet de restauration holiste (le tout est supérieur aux parties) mais qui ne fascine qu'une fraction de l'extrême droite française : Charles Maurras est antiallemand et antinazi ; Vichy collabore avec l'Occupant sans adhérer à l'idéologie national-socialiste. Aujourd'hui, le racisme n'est plus la propriété exclusive de l'extrême droite, puisque le racisme de l'extrême gauche y ressemble fort.

Sans prétendre assener une vérité, mais au contraire pour contribuer au débat, j'ai tendance à considérer que le nationalisme français est travaillé par la modernité politique et contribue à son développement. Prenons l'Action française. Charles Maurras est rationaliste, positiviste et sa défense du catholicisme sur un fondement anti-chrétien aurait fait hurler toute la Contre-Révolution dont il prétend se réclamer. Il n'y a d'ailleurs pas de référence à l'insurrection vendéenne chez Maurras et l'organisation militante de l'AF est elle-même très moderne, par exemple sa mobilisation des femmes.

Venons-en aux quarante dernières années, qui illustrent le travail de la modernité selon quatre tendances qui sont à l'œuvre au Rassemblement national et qui existaient déjà au Front national :

Décatholicisation. – La famille Le Pen ne s'est jamais portée en tête des cam-

pagnes menées par le courant catholique conservateur, il n'y a pas plus d'homophobie au Front national qu'au Rassemblement national et il sera intéressant d'observer le vote des députés du RN lors du vote de la loi sur l'euthanasie.

Désidéologisation. – Point n'est besoin d'insister. Entre la rigueur idéologique de l'Action française, qui exerce une incontestable séduction sous la III^e République, et l'inconsistance doctrinale du FN-RN, le fossé est évident.

Désintellectualisation. – L'intelligentsia extrémiste était vigoureuse jusqu'en 1939 et plusieurs de ses écrivains figurent à tort ou à raison parmi nos célébrités littéraires – par exemple Drieu La Rochelle et Céline. Rien de tel aujourd'hui, où la radicalité se cantonne à la polémique menée par Philippe de Villiers, Mathieu Bock-Côté et Éric Zemmour.

Déradicalisation. – Il y a lieu de souligner l'évolution du nationalisme. L'Action française est violemment germanophobe alors que le Front national se concentre sur les étrangers ou supposés tels de l'intérieur. Jean-Marie Le Pen est d'abord favorable à la construction européenne par antisoviétisme, alors que Marine Le Pen, naguère hostile à l'Union européenne, a abandonné sa critique de l'euro.

Reste la protestation populiste contre les élites et l'exploitation de la haine identitaire, mais le RN est en train de s'intégrer au régime sans avoir jamais récusé les institutions de la V^e République. Il laisse l'agitation identitaire à CNews et aux polémistes susnommés, tout en récupérant le fruit électoral des inlassables diatribes sur l'immigration.

Vaincue par la modernité individualiste néolibérale, l'extrême droite est au pire une pulsion, au mieux une vague nostalgie de ce qu'elle a été. ■

BERTRAND RENOUVIN.

Lectures

■ **De Gaulle.** – Le 2 août 1956, le Général, en pleine traversée du désert dans cette IV^e République qui ne se sait pas encore finissante, s'adresse aux élèves officiers de Saint-Cyr. Leur ancien évoque la grandeur de l'Armée et la dureté d'un métier qui comporte « *des heures amères, de mauvais jours, quelquefois des années de chagrin* ». Il n'hésite pas à critiquer ceux qui veulent « *noyer la France* » dans la communauté « *européenne* » et « *atlantique* » sans cesser d'espérer : « *L'avenir est ouvert à la France. D'où repartira-t-elle ? Eh bien ! elle repartira de ce qui, en elle, aura tenu...* » Il nous faut regarder, aujourd'hui, ce qui a tenu.

Charles de Gaulle, *L'Avenir est ouvert à la France*, Postface de Michel Goya, Éditions de l'Épervier, mars 2025.

■ **Hemingway.** – Dans un joli petit livre pétri d'érudition souriante, Bernard Brigouleix, journaliste de la dernière belle époque d'un métier en perdition, nous donne la nostalgie d'un temps que les plus vieux parmi nous n'ont pas pu connaître : celui des années vingt du siècle dernier, qui furent des Années folles. La folie de cette époque n'était pas seulement celle d'une libération jouissive des corps et des esprits après les atrocités de la guerre. Ce fut aussi une explosion joyeuse d'intelligence littéraire et de génie pictural. De jeunes Américains amoureux de Paris s'y installent. Parmi eux, Ernest Hemingway, qui va y nouer des amitiés, aimer de merveilleuses femmes et y affirmer son talent avant de libérer, en août 1944, le bar du Ritz. Pour lui, Paris est une fête, *a moveable fest*, en ce sens que c'est une ville que l'on emporte toujours avec soi.

Bernard Brigouleix, *Le Paris de Hemingway*, Éditions Alexandrines, mars 2025.

■ **Un « pied noir » en guerre.** – Né à Alger en 1918, Julien Dahan est un Français parmi tant d'autres, qui rejoint le 2^e régiment de spahis algériens en 1938. C'est au sein de ce régiment qu'il participe aux combats de 1940. Fait prisonnier, il s'évade, rejoint l'Algérie et les spahis. C'est avec eux qu'il débarque à Sainte-Maxime le 16 août 1944. Cité à l'ordre de la Division et de l'Armée, ce soldat courageux a laissé un cahier de route sur le début de la guerre et un Journal des marches sur ses campagnes de France et d'Allemagne. N'oublions pas comment les simples particuliers contribuent à écrire l'histoire, dans ses moments extraordinaires.

Julien Dahan, *Du Général au Particulier, Le voyage au bout de la guerre d'un patriote pied-noir*, autoédition, 2025.

B. R.

DR



Par Gérard Leclerc

Retour à Teilhard de Chardin

Prendre connaissance de la correspondance échangée entre le Père Pierre Teilhard de Chardin et Claude Tresmontant, c'est pour moi comme un bain de jouvence. En effet, me voilà ramenée à mes jeunes années, où ce qu'on appelait le teilhardisme était en pleine expansion, suite à la mort de l'auteur du *Phénomène humain*. Jusqu'alors, l'œuvre du savant jésuite était tenue sous le boisseau à cause de l'interdiction de publication signifiée par la direction de la Compagnie de Jésus. Cela ne l'empêchait pas de circuler sous le manteau, avec la diffusion quasi clandestine de textes ronéotypés. C'est d'ailleurs ainsi que le jeune Claude Tresmontant avait pu prendre connaissance d'une pensée stimulante, qui rejoignait ses préoccupations philosophiques et théologiques, tout en suscitant certaines objections.

Avant donc que surgisse l'effervescence teilhardienne, Claude Tresmontant se passionne pour la vision cosmologique d'un religieux né un demi-siècle avant lui. Et il décide d'écrire à l'intéressé à New York, où il réside dans une sorte d'exil. Tout de suite, Teilhard se trouve vivement intéressé par cette première lettre du jeune homme. Il lui répond sur-le-champ, et une conversation se poursuit au cours d'un échange d'une douzaine de lettres, qui sera suivi d'une rencontre à Paris. La séquence est donc plutôt brève puisqu'elle précède de peu la mort de Teilhard (Pâques 1955). Ce qui me frappe dans cette séquence, c'est qu'elle permet d'aller directement au cœur d'une pensée – une pensée qui s'ordonne d'ailleurs dans une vision en mettant l'accent sur ses arêtes vives.

En ce sens, Mercè Prats a bien raison de remarquer que « la discussion entre les deux penseurs devrait permettre au lecteur de porter un regard neuf, débarrassé du poids du teilhardisme, des débats sans fin "pour" ou "contre" Teilhard de Chardin qui ont agité les années 1950-1960 ». Échappant aux passions étonnantes de l'époque qui va suivre, la discussion entre les deux interlocuteurs permet de comprendre d'emblée où réside le nœud de la grande construction de Teilhard avec les difficultés qu'elle suscite. Je me permets de citer à ce propos le résumé ultra concentré qu'opère le religieux de son intuition fondamentale, sans craindre de provoquer la perplexité du lecteur : « Il existe, se propageant à contre-courant à travers l'Entropie une dérive cosmique de la Matière vers des étapes d'arrangement de plus en plus centrocompliqués (ceci en direction d'un "troisième infini". Infini de la complexité – aussi réel que l'Infini et l'Immense). Et la Conscience se présente expérimentalement comme l'effet spécifique de cette complexité poussée à des valeurs extrêmes. »

Je tente de traduire avec mes mots. Ce qui est au point de départ de tout, c'est le travail d'un chercheur dans le domaine de la paléontologie, science des êtres vivants ayant existé sur la terre aux temps géologiques, fondée sur l'étude des fossiles. C'est la vocation singulière d'un garçon entré chez les jésuites, mais voué à une spécialité scientifique qui requiert sa méthodologie propre, d'un autre ordre que la spiritualité de saint Ignace. Mais comment ne pas mettre en relation ces deux domaines auxquels on est voué corps et âme ? Teilhard va se saisir du matériau scientifique pour tenter de lui conférer une signification globale, où le phénomène humain est envisagé dans le développement plénier du cosmos.

Lui qui est né en Auvergne, en plein paysage des volcans, a toujours été fasciné par cet environnement de granit, au point qu'on lui reprochera une certaine idolâtrie de la matière. Mais l'être humain est bien l'habitant de ce cosmos d'où il tire son origine. Le concept d'évolution qui s'est imposé dans le monde scientifique permettra à Teilhard d'envisager une vaste vision où l'homme va se trouver relié à l'histoire du cosmos à travers un processus dit de « complexité-conscience » qui passe par plusieurs stades, « une série croissante

de points critiques et de développements singuliers ». La montée de la complexité s'affirme dans la genèse des espèces, avec les progrès cérébraux. Cela nous amène à l'apparition de l'homme et donc d'une noosphère sur la terre (couche spirituelle). Mais le mouvement ne s'arrête pas là : l'humanité s'organise et progressivement se dirige vers l'unification désignée comme l'avènement terminal d'un point Omega.

Ce point Omega, de l'aveu même de Teilhard, se rapporte à la Révélation chrétienne et singulièrement à la théologie de saint Paul : « Aucune foi n'est présentement en vue, capable d'animer pleinement une cosmogénèse de convergence, exceptée celle en Christ "pléromisant" et "parousiaque", in quo omni constant. » Ces derniers termes sont tirés des épîtres pauliniennes. Il m'est arrivé de me référer à Teilhard pour souligner à quel point le jésuite avait mis en valeur des notions sous-estimées de l'apôtre et comment elles reprenaient de l'actualité à l'encontre des déviations de la *deep ecology* (1). Alors que certains veulent mettre en procès l'humanité pour dégradation de la nature et orgueil prométhéen, Teilhard réconcilie nature et humanité en les mettant en symbiose et en harmonie.

On peut comprendre l'intérêt du jeune Claude Tresmontant pour cette pensée qui prend en compte la réflexion scientifique et confère ainsi à la philosophie et à la théologie une ample possibilité de synthèse. Cela ne signifie pas qu'il est sans objections à l'égard de ce qu'il considère comme des déficiences graves. Il n'hésite pas à reprocher à Teilhard, dans les termes les plus vifs, la faiblesse de ses connaissances bibliques : « Une pratique assidue et passionnée de votre œuvre m'a conduit à penser que vous aviez fait des études de théologie fort mauvaises. Vous avez lutté toute votre vie contre une théologie, qui était celle enseignée dans votre faculté de théologie, mais qui n'a de rapport que lointain avec la pensée de l'Église. Ce phénomène n'est d'ailleurs pas extraordinaire. On enseigne couramment dans les manuels religieux le contraire du christianisme, c'est-à-dire le manichéisme, le dualisme, le jansénisme etc. » Sous l'algarade, Teilhard ne bronche pas, d'autant que son interlocuteur lui signifie qu'en réaction contre ce mauvais enseignement reçu, sa pensée à lui tend à rétablir l'orthodoxie.

Reste que même si l'accord se dessine profondément, l'originalité de certains concepts teilhardiens pose des problèmes épineux. Le fameux point Omega, d'évidence tiré de la Révélation chrétienne, peut-il vraiment être établi à partir d'une analyse purement phénoménale de l'évolution de l'univers ? Est-il possible de montrer que « l'étude du réel, avec les moyens dont nous disposons aujourd'hui, n'est pas indifférente du point de vue théologique et que la physique aussi est, en quelque façon, théologique » ? Nous sommes en présence de la difficulté principale de Teilhard (que je distingue de ce qu'on appelle teilhardisme) et qui trouve sa naissance dans la synthèse d'une approche scientifique et d'une vision eschatologique. Car la réponse de Teilhard à l'objection de Tresmontant est théologique : « Ce qu'il nous faudrait maintenant, ne serait-ce pas de reconnaître et distinguer, dans le Christ, une sorte de troisième nature, non plus divine, ni humaine, mais "cosmique" lui permettant d'agir en tant qu'Omega ? » Au-delà de ce dialogue s'annonçait la tempête du teilhardisme, que nous examinerons dans un prochain article. ■

(1). Saint Paul, Pygmalion, 1997.

► Pierre Teilhard de Chardin, Claude Tresmontant *Correspondance inédite*, édition procurée par Emmanuel Tresmontant et Mercè Prats, Arcades Ambo, 2026. J'ai évoqué la personnalité et l'œuvre de Claude Tresmontant à partir du bel essai de son fils Emmanuel, *Royaliste* n° 1297 du 26 mars 2025.



SOURCE : DOSSIER DE PRESSE DE L'EXPOSITION DU CHÂTEAU DE BOIS-PRÉAU

Chronique des expositions

Les arts décoratifs au Bois-Préau

par Alain Solari.

Moins connu que sa voisine La Malmaison, à laquelle il est lié, le château de Bois-Préau mérite un détour, pour lui-même et pour son exposition temporaire.

D'abord simple fief de la riche abbaye de Saint-Denis, la terre de Bois-Préau a connu de nombreux propriétaires tout au long de son existence. Elle est achetée, en 1696, par deux imprimeurs et libraires ordinaires du roi : Frédéric Léonard et son fils Frédéric-Pierre. Ils font bâtir une vaste demeure entourée de jardins. Aux Léonard, succèdent, de 1747 à 1796, trois propriétaires. La fille du banquier Louis Julien refusera de vendre Bois-Préau à Bonaparte. Sa mort accidentelle permet à Joséphine d'étendre son domaine de Malmaison. En septembre 1809, Napoléon lui écrit depuis Schönbrunn : « *La maison de la vieille fille ne vaut que 120 000 F... Cependant, je te laisse maître de faire ce que tu voudras, puisque cela t'amuse...* »

Trois semaines après leur divorce, il lui fait parvenir 200 000 F pour acheter Bois-Préau le 29 janvier 1810. Joséphine y loge plusieurs personnes de son service, le surplus de la bibliothèque de Malmaison, les archives du domaine ainsi qu'une partie de son cabinet d'histoire naturelle. À la mort de l'ex-impératrice, son fils le prince

Eugène continue d'entretenir le domaine jusqu'à son décès en 1824. Lui succèdent des négociants, puis en 1853 Édouard Rodrigues-Henriques qui fait démolir les ailes du château et reconstruire le corps central. En 1878, la propriété échoit au journaliste Benoît Jouvin et passe de main en main avant d'être acquise en 1920 par Edward Tuck et son épouse Julia Stell. En 1926, ils offrent Bois-Préau et son parc à l'anglaise de dix-sept hectares aux Musées nationaux pour en faire une annexe du musée de Malmaison.

Au goût de la fête des privilégiés du Directoire, répond, sous le Consulat, l'aspiration au luxe d'une société en voie de recomposition.

Après trente ans de fermeture et des travaux de restauration, le château de Bois-Préau a pu rouvrir au public le 9 octobre 2022, avec une exposition consacrée à Eugène de Beauharnais. L'exposition actuelle s'attache aux décors intérieurs sous le Consulat. Les *Audaces d'un style* explorent la genèse d'une esthétique si-

tuée à la croisée des héritages classiques et des aspirations politiques d'un régime en mutation. À travers quelque cent trente œuvres (moblier, objets d'art, textiles, tableaux et dessins), l'exposition met en évidence l'avènement d'une grammaire décorative inédite qui imprègne les intérieurs des personnalités les plus en vue.

Les dix années qui s'étendent de 1795 à 1804 voient s'épanouir, après la tourmente révolutionnaire, la volonté de renouer avec un nouvel art de vivre. Au goût de la fête des privilégiés du Directoire, répond, sous le Consulat, l'aspiration au luxe d'une société en voie de recomposition. L'élégance des lignes et l'engouement pour l'exotisme, hérités du XVIII^e siècle, se conjuguent aux influences de Rome, de Pompéi. Les découvertes archéologiques faites à Pompéi et Herculaneum à partir de 1748 offrent aux artistes un répertoire décoratif nouveau. L'admiration de ces civilisations, déjà présente sous l'Ancien Régime, déclinée comme idéal politique à la Révolution, va s'imposer dans la haute société. L'expédition menée par Bonaparte en Égypte en 1798 ne fait que renforcer l'attrait pour cette civilisation mystérieuse. Les planches publiées par Dominique Vivant Denon dans son *Voyage en Basse et Haute Égypte* fournissent à partir de 1802 une multitude de motifs.

Cette rêverie d'Orient s'intègre aux ameublements dits « *retour d'Égypte* ». Charles Percier et Pierre-Léonard Fontaine jouent un rôle déterminant dans

◀ **Frise décorative**, fin du XVIII^e siècle. Musée des châteaux de Malmaison et Bois-Préau.

l'élaboration d'un nouveau langage stylistique. Ce dernier trouve son expression dans les réalisations de célèbres artisans, parmi lesquels figurent les frères Jacob.

Une esthétique au service du pouvoir.

– L'instauration du Consulat, suivi du Consulat à vie, s'accompagne d'une redéfinition du cadre symbolique du pouvoir. La grandeur antique, héritée de la fin de l'Ancien Régime et de la Révolution, s'impose comme modèle. Le couple Bonaparte incarne ce goût nouveau, en particulier Joséphine, dont le regard singulier s'exprime dans l'aménagement des résidences officielles comme privées.

À Malmaison, cette sensibilité s'affirme, tant dans le décor intérieur réalisé entre 1800 et 1802 que dans l'ameublement. Dès son accession au pouvoir, le Premier consul rétablit un cérémonial et une vie de cour. Pour briser l'isolement diplomatique que subit la France depuis la Révolution, Bonaparte organise dès 1800 d'importantes réceptions aux Tuileries où se mêlent voyageurs, hommes d'État et diplomates.

Pour le protocole, le Consulat renoue avec les usages de l'Ancien Régime. Bonaparte nomme, le 20 novembre 1801, le général Géraud Duroc gouverneur du Palais. Un règlement pour la Maison du Premier consul est affiché dès 1803 aux Tuileries, à Saint-Cloud et à la Malmaison. Le Premier consul relance les métiers du luxe. François de Neufchâteau, ministre de l'Intérieur du Directoire de juillet 1798 à juin 1799, organise une exposition nationale des produits de l'industrie qui rassemble cent dix exposants au Champ-de-Mars.

Une seconde exposition a lieu en 1801 dans la cour carrée du Louvre. Ces manifestations ont pour objectif une production nationale des objets de luxe dans le cadre d'une politique manufacturière protectionniste. La restauration et le remeublement de Saint-Cloud sont décidés en octobre 1801 et confiés à Percier et Fontaine. Le principal fournisseur est Jacob Frères. Comme aux Tuileries, le nouvel ameublement est une synthèse entre remplois et apports modernes.

Alors que le Consulat n'a duré que cinq ans, et que l'effet de mode aurait pu s'évanouir, les recherches décoratives de l'époque consulaire ont fait preuve d'une pérennité étonnante jusqu'à nos jours. L'exposition du Bois-Préau prolonge le parcours permanent de la Malmaison, offrant un regard renouvelé sur l'art consulaire. ■

► **Audaces d'un style**, Château de Bois-Préau - 1 bis, avenue de l'Impératrice Joséphine, 92500 Rueil-Malmaison. Jusqu'au 9 mars 2026.

Cinéma et écologie

Sonate forestière au clair de lune

Sorti le 17 décembre sur les écrans français, le film de Vincent Munier *Le Chant des forêts* connaît un succès qui ne se dément pas avec à ce jour plus d'un million d'entrées, ce qui est tout à fait exceptionnel pour un film documentaire.

Vincent Munier est d'abord un photographe animalier habitué de grands voyages à travers le monde pour capturer l'image d'espèces sauvages, emblématiques ou menacées, telles que le harfang des neiges, le bœuf musqué, l'ours brun, le yack sauvage ou bien encore le loup arctique. Il a réalisé un premier film en 2021 consacré à la panthère des neiges pendant le voyage qu'il a effectué avec Sylvain Tesson au Tibet et dont ce dernier avait tiré le récit *La Panthère des neiges* couronné par le prix Renaudot en 2019.

Avec *Le Chant des forêts*, Vincent Munier récidive mais dans un genre différent. Si cette fois encore, l'œuvre est centrée sur la recherche d'un animal rare, en l'occurrence le grand tétras, l'auteur a voulu également effectuer une démarche beaucoup plus intimiste. Tout d'abord avec la présence de son père Michel et de son fils Simon, dans un hommage rendu à celui qui l'a initié à l'observation de la nature et le souci de transmettre ce qu'il a appris à celui qu'il aimerait voir lui succéder dans sa quête. Ensuite avec un récit qui se passe dans la forêt des Vosges d'où Vincent Munier, natif d'Épinal, est originaire, avec une courte incursion en Norvège où le grand tétras est plus visible qu'en France.

Le réalisateur nous fait partager les longues nuits d'attente pour débusquer un animal se faisant de plus en plus rare et difficile à approcher. De longs plans sur le mouvement des nuages dans le ciel accroissent l'idée de lenteur voulue par l'auteur soucieux de montrer que rien ne s'acquiesce sans patience et que le temps passé à attendre permet de scruter des choses inconnues. Regarder et aussi entendre car le titre du film signifie clairement que la forêt n'est pas l'abîme de silence que sa profondeur pourrait laisser imaginer. Au fur et à mesure que la nuit tombe, la forêt se réveille et bruit de mille sons discrets mais distincts, qu'une oreille attentive parvient à distinguer et comprendre. Le spectateur se laisse embarquer dans cette aventure dont la réalité peut être cependant plus aride. Le jeune Simon, avec la spontanéité de son âge, le dit explicitement en affirmant préférer aller dormir plutôt que d'effectuer une nouvelle nuit de veille. Rien ne s'acquiesce sans effort qu'il faut aussi savoir ménager.

Le Chant des forêts est une ode à la nature et un manifeste pour dénoncer une nouvelle

fois les effets néfastes du réchauffement climatique, la disparition du grand tétras dans la forêt vosgienne en étant une claire illustration. Mais par le parti pris d'une présentation mettant l'homme au cœur de son environnement, le cinéaste évite le piège de sublimer une nature exempte de toute humanité. Plus qu'à un simple respect d'une nature dont le caractère sacré interdirait d'y pénétrer, Vincent Munier nous invite au contraire à nous fondre avec elle pour faire corps dans une fusion osmotique. L'image d'une vie renouvelée par l'humus constitué de nos propres restes décomposés mêlés à ceux des autres espèces animales et végétales en traduit la vision.

Gageons cependant que la nature ne soit pas seulement sauvegardée par notre propre destruction mais que notre vie elle-même, par la contemplation ou par l'action, par l'émerveillement ou par l'intervention, soit la garante de sa pérennité. N'est-ce pas ce qui est attendu de l'homme, gardien de la Création ? ■

FABRICE DE CHANCEUIL.

► ***Le Chant des forêts*, documentaire de Vincent Munier, 2025.**

Cinéma

Un enfant dans l'Irak de Saddam

Le réalisateur irakien Hasan Hadi nous offre un film lumineux sur l'enfance sous une dictature.

Le 28 avril 1987, le peuple irakien fête les 50 ans de Saddam Hussein. Par décret, le dictateur exige un gâteau de chaque école pour célébrer son anniversaire. Alors que le pays croule sous les bombes et que l'embargo états-unien a déclenché une pénurie alimentaire, Lamia, écolière de 9 ans, est tirée au sort pour confectionner le gâteau de son école. La fillette vit dans une grande pauvreté avec sa grand-mère dans une maison flottante, faite de bambous, au sein des marais du confluent de l'Euphrate et du Tigre. Et ce n'est pas le jardin d'Éden où la Genèse l'a situé. L'enfant, toujours flanquée de son coq Hindi, avec l'aide de son copain de classe, Saaed, qui est encore plus pauvre qu'elle et doit apporter des fruits au maître d'école, parcourt Bagdad à la recherche de farine, d'œufs et de levure, denrées quasiment inaccessibles. Lors de sa quête, elle rencontrera bien des obstacles mais aussi de bonnes âmes.

Prix du public à la Quinzaine des cinéastes et de la Caméra d'or au Festival de Cannes en 2025, le film oscille entre humour et tragédie, réalisme cru et images poétiques. Au portrait omniprésent de Saddam Hussein, aux louanges

que les enfants doivent scander chaque matin, aux arnaqueurs de tout poil, au pédophile auquel elle échappe de justesse, au futur marié devenu aveugle à cause d'une bombe, aux sanctions de l'ONU qui interdisent à la grand-mère d'être soignée, à l'enseignant qui se goinfre sur le dos de ses élèves, les menaçant de dénoncer leurs parents, à l'incompétence de la police... Hasan Hadi oppose un personnage tout de bonté, un facteur qui vient en aide aux enfants et à la grand-mère. Hindi, le coq, ajoute une touche comique au tableau.

Le jeu des acteurs non professionnels est surprenant de justesse, et celui de la jeune Baneen Ahmad Nayyef (Lamia) apporte, malgré la violence et le chaos, une note de fraîcheur dans de magnifiques décors. ■

J. E. M.

► **Le Gâteau du président**, un film de Hasan Hadi, avec Baneen Ahmad Nayyef et Sajad Mohamad Qasem. Sortie en salle le 4 février 2026.

Musique

Stephan Eicher

Le dernier album du chanteur suisse, *Poussière d'or*, est la pépite de la fin de l'année musicale 2025 et, au prix actuel de l'once, un investissement conseillé.

Plantons le décor ! Un dimanche d'hiver. Le feu crépite dans la cheminée, il fait si froid dehors. Envie de rester le cul posé sur le velours douillet du voltaire. Ou bien une chambre de bonne d'un étudiant grelottant sous les toits en zinc gelés de cet immeuble mal isolé. De l'appareil à musique s'échappent quelques accords de guitare accompagnés d'une voix légèrement accentuée. C'est celle de Stephan Eicher, le plus suisse des chanteurs français, ou réciproquement. Dans un entretien à la presse il rendra d'ailleurs hommage à la France en ces termes : « *J'ai une grande tendresse pour ce pays qui m'a accueilli à bras ouverts.* »

Le dernier album du chanteur helvète est chaleureusement recommandable aux amateurs de thé chaud sous le plaid. Par la douceur de ses compositions musicales et pour l'écriture sublime de Philippe Djian, son complice depuis *Déjeuner en paix*, énorme succès du chanteur en 1991, l'écoute du dix-huitième album de Stephan Eicher nous transporte dans la chaleur d'une émotion duvetueuse. Il présente lui-même son album comme « *une éclaircie, un arc-en-ciel, une parenthèse de douceur* ». Son fidèle parolier, romancier prolifique, traducteur pour le théâtre, manie la plume avec grâce et offre au chanteur une ode à la tendresse, à l'amour et au doute aussi.



Stephan Eicher en concert au festival Jazz en Baie (Manche) en 2019.

Sur les douze chansons de l'album *Poussière d'or* sorti fin novembre, Djian en signe onze. La dernière, *Bliib No Chli*, a été écrite en dialecte allemand par l'écrivain zurichois Martin Suter et, malgré l'âpreté gutturale de la langue, on ressent une douceur comme une comptine chantée à l'oreille.

Le reste des textes est donc écrit par Philippe Djian. On reconnaît sa plume sensible et engagée dès l'entame de l'album avec la chanson titre, une complainte poétique : « *Poussière d'or dans le ciel bleu Tombe en pluie devant nos yeux. Combien faudra-t-il de peine Avant que la joie revienne ? Comment sommes-nous venus là ? Qui nous a égarés là ?* » Puis il poursuit dans la même veine avec *Je plains celui*, et la juste composition musicale de Stephan Eicher d'inspiration Velvet Underground chère à l'écrivain. On sent la complicité de ces deux-là, les mêmes obsessions, les mêmes émotions. L'écriture directe de textes simples dans une langue parfaitement maîtrisée et inventive est admirablement illustrée par une musique aux arrangements folk d'inspiration des seventies. Enfin, la présentation de l'album ne serait pas complète si nous ne faisons pas référence à son producteur Martin Gallop, indispensable pour ses arrangements sobres et raffinés, mais bougrement nécessaires pour donner de l'ampleur à l'ensemble et mettre en valeur certains morceaux comme *On dit ou Toute la place*.

« *En France, on peut se lever le matin et se dire que tout est possible. En Suisse, tout est déjà fait.* », déclare le chanteur. C'est donc en France que débutera une série de concerts, notamment à l'Olympia à Paris les 19, 20 et 21 février 2026, puis Lyon, Mérignac, Toulouse, en Belgique et... en Suisse. ■

D. J. HELLER.

Les expositions

■ **Paris, Musée de la Vie romantique.** – À l'occasion de sa réouverture après rénovation, et en écho au nouveau parcours des collections permanentes, le musée présente une exposition intitulée *Face au ciel, Paul Huet en son temps*. Du 14 février au 30 août 2026.

■ **Musée de Valence.** – L'exposition *Hubert Robert et Fragonard*. – *Le sentiment de la nature* explore le dialogue artistique et la sensibilité partagée de ces deux grands peintres du XVIII^e siècle pour le paysage. Du 7 mars au 21 juin 2026.

■ **Paris, Musée d'Orsay.** – *Renoir et l'amour, la modernité heureuse* rassemble des tableaux représentant des sujets contemporains réalisés par Renoir au cours des vingt premières années de sa carrière (1865-1885). Du 17 mars au 19 juillet 2026.

■ **Paris, Grand Palais.** – L'exposition *Matisse. 1941-1954* éclaire les dernières années de la carrière d'Henri Matisse, à travers plus de 230 œuvres issues de la collection du Centre Pompidou. Du 26 mars au 26 juillet 2026.

■ **Paris, Musée Jacquemart-André.** – En collaboration avec la Hispanic Society of America (New York), l'exposition *Splendeurs du baroque, de Greco à Velázquez* met à l'honneur l'art baroque hispanique à travers une quarantaine d'œuvres issues de l'institution américaine. Du 26 mars au 2 août 2026.

■ **Giverny, Musée des Impressionnistes.** – *Avant les nymphéas. Monet découvre Giverny, 1883-1890*. À l'occasion du centenaire de la disparition du peintre, le musée organise une exposition consacrée aux premières années de l'artiste dans le village de Giverny. Du 27 mars au 5 juillet 2026.

■ **Aix-en Provence.** – L'exposition de l'hôtel de Caumont *Toulouse-Lautrec, créateur d'icônes* est consacrée au grand maître de l'avant-garde parisienne de la fin du XIX^e siècle. Du 24 avril au 4 octobre 2026.

A. S.



Étienne-François, duc de Choiseul-Stainville, grand ministre de Louis XV, par Louis-Michel van Loo (1763).

SOURCE: WIKIPEDIA, PHOTO: DOMAINE PUBLIC.



Les grands serviteurs de la France (2)

Le duc de Choiseul

par Léon Letellier.

Alliant compétences et réseaux, Choiseul connut une ascension fulgurante. Devenu principal ministre de Louis XV, un fil rouge guida son action : la lutte contre la menace que représentait la thalassocratie anglaise.

Né en 1719 à Nancy, Étienne-François de Choiseul était issu d'une noble famille champenoise connue depuis le XI^e siècle ; il entra dans la carrière des armes. Son père, chambellan du duc de Lorraine et ami du cardinal de Fleury, ne ménagea pas ses efforts pour assurer sa promotion. Le 24 février 1739, Choiseul fut nommé second lieutenant au régiment Roi-infanterie, corps d'élite de l'armée royale principalement réservé aux étrangers. La guerre de succession d'Autriche (1740-1748) lui donna l'occasion de s'illustrer et de parvenir au rang de lieutenant général.

Le retour de la paix pouvant freiner son ascension, Choiseul jugea utile de se reconvertir. En 1750, son mariage avec Louise Croizat – petite fille du plus riche financier sous Louis XIV – se révéla une circonstance favorable. Et pour cause : l'une de ses belles-sœurs figurait parmi les proches de la Pompadour. Cette dernière lui permit d'embrasser la carrière d'ambassadeur.

De 1753 à 1757, il fut nommé à Rome. L'apprentissage de la diplomatie fut laborieux. Multipliant les maladroites, il

provoqua même, en 1755, un incident diplomatique avec le gouverneur de Rome, Alberto Archinto. Ce qui ne l'empêcha pas de mener à bien la mission qui lui avait été dévolue : obtenir du souverain pontife Benoît XIV une encyclique qui mettrait un terme à une querelle minant le royaume de France, celle du jansénisme.

Choiseul favorisa le rapprochement d'où naquit le pacte de famille (1761) entre les Bourbons de France et d'Espagne.

D'une ambassade l'autre : Choiseul fut jugé la personne idoine par le cardinal de Bernis et la Pompadour pour sceller le rapprochement historique, à l'heure de la guerre de Sept Ans, entre la France et l'Autriche. Après un an à Vienne, il devint principal ministre d'État en décembre 1758.

La diplomatie par la force. – Dès son arrivée, le duc imprima sa marque. Ainsi, les subsides versés aux alliés continentaux (Russie, Suède, États allemands, Autriche)

fondirent pour être transférés au service de la Royale. Le but était de concentrer l'effort contre la thalassocratie anglaise. Mais l'argent ne suffisait pas. Encore fallait-il pouvoir construire des bateaux en un temps record pour secourir les positions d'outre-mer. Dès lors, deux options s'offraient à lui : négocier une paix, certes humiliante, mais qui limiterait les dégâts ; prendre le risque des risques en tentant d'envahir l'Angleterre. Choiseul opta pour la seconde. À l'instar du cardinal de Bernis qui avait connu le désastre de Rossbach (1757), le principal ministre vécut quelque chose d'analogue avec la bataille des Cardinaux (20 novembre 1759) qui vit la défaite de la flotte d'invasion française au large de la Bretagne. Si 1759 représentait une terrible année pour Choiseul, elle fut synonyme de consécration pour son homologue anglais William Pitt.

Toutefois, la situation espagnole apportait une lueur d'espoir : le 10 août 1759, la disparition du souverain anglophile Ferdinand VII aboutit à l'avènement de l'anglophobe Charles III, roi de Naples et de Sicile. Logiquement, Choiseul favorisa le rapprochement d'où naquit le pacte de famille (1761) entre les Bourbons de France et d'Espagne. Mais l'alliance ne fut pas aussi profitable qu'il l'avait escomptée. D'abord parce que Madrid s'avéra un nain militaire, ensuite parce que l'Espagne gêna les négociations en manifestant des exigences difficilement audibles pour Londres. Enfin et surtout, parce que l'Angleterre transporta la guerre dans les

colonies, et en premier lieu en Amérique. Le traité de Paris (1763), qui vint clore la guerre de Sept Ans, matérialisa le déclin du royaume de France comme première puissance mondiale et la prépondérance britannique sur les mers. Préparer la revanche contre l'Angleterre, telle fut alors l'ambition de Choiseul. Il mena deux actions conjointes : à l'intérieur, le renforcement de la marine ; à l'extérieur, une politique énergique contrariant les intérêts anglais.

Selon l'historien David Feutry, la reconstruction de la marine « constitue sans doute l'une de ses plus belles réussites ». Quand il fut secrétaire d'État à la Marine, de 1761 à 1766, trois axes guidèrent son entreprise réformatrice. Commençons par la plus évidente : la construction de bâtiments. À sa prise de fonction, le royaume ne pouvait aligner que 80 vaisseaux de ligne et 40 frégates. En l'espace de quatre ans, Choiseul parvint à édifier 64 vaisseaux et 31 frégates supplémentaires.

Un autre objectif visait à élargir les cadres de la Royale et à mieux les former. Choiseul voulait faire primer la compétence sur la naissance en ouvrant les écoles d'officiers aux roturiers. L'ordonnance de 1765 dut revenir sur ce point tant cela suscitait une levée de boucliers au sein de la noblesse. Dès lors, il se limita à mettre en place des examens pour vérifier le niveau des futurs officiers. À défaut de pouvoir pleinement agir sur les hommes, il remania les infrastructures. Ainsi le secrétaire d'État rénova-t-il les ports. Brest et Toulon furent ses priorités.

Simultanément, il tenta de mener une politique fragilisant l'Angleterre. D'où résulta le projet de verrouiller la Méditerranée par l'alliance espagnole. Choiseul essuya un refus de Madrid. En revanche, l'acquisition de la Corse (1768) constitua un bon coup joué aux Anglais : en tant que potentielle base méditerranéenne, l'île pouvait fortement perturber l'expansion de la Royal Navy en Méditerranée.

À l'orée de 1770, en militaire, Choiseul considérait que l'heure de la revanche avait sonné ; il tenta dans un premier temps de rallier l'Espagne à ses vues. Puis il révisa son jugement en intimant désormais à Madrid l'ordre de ne point entrer en guerre. Qu'importait pour le front anti-Choiseul ! Proche de Jeanne du Barry, le triumvirat Terray-Maupeou-d'Aiguillon saisit l'occasion pour insinuer auprès de Louis XV – résolument pacifiste – que le principal ministre préparait une guerre en catimini. En conséquence de quoi, il fut disgracié le 24 décembre 1770. Choiseul se retira sur sa terre de Chanteloup (actuellement en Indre-et-Loire), tout en essayant de revenir aux affaires. En vain. Il rédigea ses Mémoires et s'éteignit en 1785. ■

Bibliographie sommaire

- Monique Cottret, *Choiseul*, Tallandier, collection « L'obsession du pouvoir », 2018.
- David Feutry, *Le duc de Choiseul*, Perrin, 2023.

Royaume-Uni

« Mais vous pleurez, Milord ! »

Le grand succès d'Édith Piaf (novembre 1959) avait été remis au goût du jour en janvier 1963, quand de Gaulle rejeta la demande d'adhésion au Marché commun présentée par le Premier ministre britannique Harold Macmillan.

On sait moins que celui-ci fut le dernier à avoir été créé pair héréditaire, comte de Stockton, avec descendance mâle. C'était en 1984 sous Margaret Thatcher. Le monarque ne nommait plus à des titres héréditaires depuis 1965, sauf au sein de la famille royale. Le Royaume-Uni, qui ne comptait que 59 pairs en 1603 à la mort d'Élisabeth I^{re}, en compte aujourd'hui 800 dont seulement 18 femmes compte tenu des règles de succession de la plupart des titres. Depuis 1963, ils siégeaient automatiquement à la Chambre des lords. En 1999, sous Tony Blair, ils en furent démis à l'exception de 92 élus par leurs pairs. Ce sont ces derniers que le projet de loi voté le 5 septembre 2024 prévoit de faire disparaître. Après plusieurs allers-retours entre les Communes et les Lords, on attend toujours la dernière lecture à la Chambre haute, du texte qui devrait entrer en vigueur à la fin de la session parlementaire en mai.

Le quotidien libéral *The Guardian*, qui se pique d'être républicain, a, le 30 décembre, interrogé David Trefgarne, 84 ans, qui serait le plus ancien membre en exercice, ayant intégré la Chambre des lords à l'âge de 21 ans en 1962 à la suite de son père décédé, ancien député travailliste, qui avait été fait premier baron du nom en 1947. Jusqu'en juillet 1956 il n'y avait pas de pair à vie, non héréditaire.

Cette réforme ne va pas déstabiliser l'aristocratie britannique, 29 ducs, 34 marquis, 189 comtes, 108 vicomtes et 439 barons, qui possèdent environ le tiers des

terres et les « Maisons historiques » privées dont la prestigieuse association est désormais le lien le plus fort entre eux. De son côté le *National Trust*, fondation en charge des monuments historiques que certaines familles ne peuvent plus entretenir, bénéficie du soutien de 5,4 millions de membres cotisants. Le succès de la série *Downton Abbey* en atteste. « En déclin, mais pas en chute », titrait l'hebdomadaire *The Economist* le 20 décembre. L'on pourrait résumer l'évolution par la formule : « De l'Hermine aux Termites. »

La Chambre haute, en revanche, devrait perdre en prestige. Dès le 18 décembre, elle a engagé elle-même la phase deux de la réforme qui consiste à imposer une limite d'âge à 80 ans et un critère d'assiduité. La responsabilité incombe désormais au gouvernement de proposer des listes de membres qui permettent à terme de réduire la taille de l'assemblée. Chaque Premier ministre depuis le début du siècle dernier procède à des « fournées » de nominations destinées à renverser en sa faveur une majorité traditionnellement conservatrice. Le 10 décembre, Keir Starmer a encore nommé 25 nouveaux lords travaillistes. Le départ des pairs héréditaires va réduire la majorité conservatrice. L'idée serait de créer, à terme (dix ans ?), une sorte de Sénat. D'ores et déjà, il était suggéré que l'on dissocie l'accession à la pairie d'un siège à la Chambre des lords, suivant la pente suivie pour les pairs héréditaires. En revanche, Keir Starmer n'a pas souhaité remettre en cause le statut des 25 lords spirituels, évêques de l'Église d'Angleterre, qui continueront donc de siéger, cas absolument unique à travers le monde, soulignent les opposants, à l'exception de la République islamique d'Iran. ■

MARIE-JO YORK.



Une séance de la Chambre des lords, au palais de Westminster à Londres.

SOURCE : WIKIPEDIA, PHOTO : GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI.

Brèves royales

■ **3 février. Oslo.** – Le Storting (parlement) a rejeté par 141 voix contre 26 (parti vert et parti socialiste) la proposition de soumettre à référendum la question du maintien de la monarchie. Par une malencontreuse coïncidence, ce vote est intervenu au lendemain de la révélation de contacts entre 2011 et 2014 entre la princesse héritière Mette-Marit, 52 ans, et le milliardaire américain Jeffrey Epstein condamné en 2008 pour pédocriminalité. Le même jour s'ouvrait devant le tribunal d'Oslo pour diverses affaires à caractère sexuel le procès du fils de la princesse, né avant son mariage avec le prince héritier en 2001, Marius Borg Høiby, 29 ans, qui n'est pas membre de la famille royale. Un premier sondage sur l'accession de Mette-Marit comme reine de Norvège fait apparaître une division dans l'opinion : 47, 6 % contre tout changement, 41 % pour l'exclusion de la princesse. On sait celle-ci atteinte depuis 2018 d'une maladie dégénérative en cours d'aggravation. Le roi Harald V, avec un état de santé fragile, aura 89 ans le 21 février.

■ **4 février. Londres.** – La nouvelle archevêque de Canterbury, nommée en octobre dernier, dame Sarah Mullally, a prêté allégeance au roi Charles III en tant que gouverneur suprême de l'Église d'Angleterre. La cérémonie, où elle s'est agenouillée devant le roi qui lui a pris les mains, s'est tenue au palais de Buckingham en présence du lord chancelier (garde des Sceaux) et de l'évêque de Hereford, King's Clerk of the Closet (sorte de conseiller ecclésiastique auprès du cabinet royal).

MARIE-JO YORK.

La Maison de France

■ Les vœux du comte de Paris

Voici le message de vœux que **Mgr le comte de Paris** a adressé aux Français pour l'année 2026 :

« Chers compatriotes, chers amis,

Quel monde voulons-nous ? Quel monde voulons-nous, pour nous et nos enfants ? C'est l'heure des choix faits avec discernement, dans l'intérêt supérieur du pays.

Des choix pour une société où les plus faibles, nos jeunes et nos anciens sont mieux protégés ; où l'éducation familiale permet à nos enfants d'affronter la vie et où l'instruction leur donne une tête bien faite ; où le travail nous procure une juste rétribution et où la consommation encourage notre production agricole et industrielle ; où nos couvertures médicales et sociales sont proportionnées ; où notre environnement est respecté et agréable et où chacun de nous peut vivre en sécurité.

Telles doivent être nos préoccupations à une époque où il nous faut penser global et agir local. Nous avons besoin de trouver

une alternative au système existant pour « respirer », nous renforcer et regagner en indépendance ; de dépasser notre société disloquée où règne la loi du plus fort pour une société où nous bâtissons un avenir civilisateur ; de laisser notre monde d'idéologie et de communication sans effet pour un réalisme pragmatique, la réalité ayant à terme toujours le dessus ; d'aller au-delà de l'entre-soi et de l'ego pour servir notre pays dans toutes ses composantes. Mais pour autant, nous devons être capables de voir le bien, de le choisir et de le réaliser.

Pourquoi d'ailleurs ne pas favoriser la relation étroite qui a longtemps existé dans notre pays entre les Français, l'Église et ceux qui nous gouvernent, dans la fidélité à nos racines. Cela nous oblige ainsi à nous détourner des oligarchies qui se sont approprié le pouvoir et l'argent public pour encourager la subsidiarité des corps intermédiaires au service d'un pays décentralisé et déconcentré. Cela nous oblige surtout à favoriser une France réconciliée et prospère à l'intérieur, apaisée et rayonnante à l'extérieur.

Dans une telle situation, il est intéressant que nous nous posions la question de la monarchie. Elle n'est pas un remède miracle qui résout tout, tout de suite. En revanche, elle est un modèle qui a fait ses preuves en forgeant notre pays pendant plus de 1 300 ans. Nous pouvons aussi observer les monarchies européennes qui nous entourent aujourd'hui. Si vous pensez que la monarchie peut être utile à notre pays, ce que je vous encourage à regarder, il serait bon de renouer le pacte qui a longtemps existé entre le pays et sa famille royale. Ma famille est là qui partage la vie des Français.

Bonne et belle nouvelle année à tous. »

■ L'association Gens de France



L'assemblée générale de l'association Gens de France, dont l'objet est de favoriser la relation entre les personnes, de contribuer au bien de la France et à son rayonnement à l'étranger autour de la Famille de France, s'est déroulée à Marseille, en marge de la cérémonie du 21 janvier en hommage au roi Louis XVI. Mgr le comte de Paris a apprécié ce moment d'échange dans un esprit de transmission et d'engagement au service du bien commun.

Pour adhérer à Gens de France, suivre le lien : <https://comtedeparis.com/>

■ L'obélisque de Madame Adélaïde



La fondation Saint-Louis, dont le président d'honneur est Mgr le comte de Paris et qui gère le patrimoine de la Maison de France, lance un appel aux dons pour procéder à la restauration et au nettoyage de l'obélisque dit de Madame Adélaïde, situé

en forêt d'Eu, sur la commune de Millebosc (Seine-Maritime). Il fut réalisé à la demande du roi des Français Louis-Philippe I^{er}, à la mémoire de sa sœur. Érigé en 1846, cet obélisque répond fraternellement à un autre, édifié, quant à lui, pour le roi, par sa sœur sur ses terres auvergnates de Randam. Ce type d'édifice témoigne de la popularité des obélisques au XIX^e siècle, quelques années après l'installation de celui de Louxor, place de la Concorde à Paris.

Il s'agit notamment de redonner une lisibilité à l'épigraphie, raison d'être première de ce monument de mémoire. Ce travail devrait être réalisé dans le courant de l'année 2026. Coût estimé des travaux : 69 000 €. La somme restant à couvrir par appel aux dons est de 19 000 €. Pour répondre à cet appel aux dons, suivre : https://mecenat.fondation-saint-louis.com/obelisque_millebosc/~mon-don.

La Nouvelle Action royaliste

■ Comité directeur et CN

Le comité directeur de la NAR s'est réuni le **mardi 10 février** pour mettre en œuvre notre plan d'action pour l'année 2026.

■ Le développement de *Royaliste*

Comme nos abonnés et lecteurs ont pu le constater, notre bimensuel est en constant progrès depuis plusieurs années. Avec la récente décision de passer sur 24 pages, nous sommes maintenant en capacité de traiter de l'ensemble des sujets et de faire progressivement de *Royaliste* un journal qui compte dans la presse d'opinion.

Ces évolutions positives conduisent un certain nombre de nos amis à nous interroger : Comment vous aider pour faire mieux et plus vite ? La réponse est simple :

- **d'abord nous aider financièrement.** Sans attendre l'ouverture de notre souscription, qui démarrera le 1^{er} mars, vous avez dès maintenant la possibilité de faire un don déductible au journal au titre de l'année 2026. Souscrit par le biais de l'Association Presse et Pluralisme, un tel don vous permet de bénéficier d'une réduction d'impôt égale à 66 % du montant versé, dans la limite de 20 % de votre revenu imposable.

Pour souscrire, il suffit de vous connecter sur le lien <https://dons.presseetpluralisme.fr/site/pp/Royaliste/fr/don/index.html>

- **diffuser largement le journal** autour de vous. La plupart de nos abonnés reçoivent le journal en version PDF en plus de la version papier. Il est donc facile de l'adresser à ses amis ainsi qu'aux acteurs de sa région (élus, syndicats, entreprises, associations...). Vous pouvez aussi nous adresser une liste de contacts à servir. C'est grâce à ce travail de diffusion large que notre audience s'est beaucoup accrue ces derniers mois.



D.R.

Par François Gerlotto

Quand le doigt montre la lune

Nous assistons, abasourdis, au spectacle inouï offert par Donald Trump : droits de douane appliqués sans mesure à tous les pays du monde, invasion du Venezuela et confiscation de son pétrole, revendications territoriales sur le Canada, occupation promise du Groenland, création d'un Conseil de sécurité privé et payant, guerre entre l'ICE et les citoyens, affaire Epstein, etc. Nous sommes comme le taureau pendant la corrida : hypnotisé par les capes des toreros, il finit par ne plus rien voir de ce qui se passe autour de lui, ne plus rien comprendre, puis finalement s'arrête, à bout de souffle, et laisse le matador lui enfoncer l'épée jusqu'au cœur. Car c'est bien ce qui se passe, et c'est probablement le but de l'équipe de milliardaires qui entoure le président américain : nous faire oublier que, pendant que le clown éructe et retient notre attention, l'ultralibéralisme, lui, applique un programme très précis et irrévocable.

Un exemple récent : le mois dernier, un *Traité des Nations unies sur la haute mer* a vu le jour. Préparé depuis 2018, adopté le 19 juin 2023, applicable une fois ratifié par 61 pays au moins, ce qui a eu lieu en septembre 2025, il est entré en vigueur le 17 janvier 2026. Il a pour objectifs, entre autres, d'établir des aires marines protégées (30 % de l'océan mondial doit être ainsi sanctuarisé) et de protéger les eaux internationales des prédateurs économiques, tant pour la pêche que pour l'exploitation minière des fonds marins. En effet, la haute mer (celle située au-delà des ZEE, c'est-à-dire au-delà des 200 milles nautiques des côtes) possède des fonds riches en minéraux indispensables à l'industrie moderne. Mais ces fonds sont aussi – surtout – des écosystèmes uniques extrêmement fragiles, que l'application de méthodes d'extraction industrielle détruira de façon irrémédiable. Ils avaient jusque-là été protégés par le coût excessif de leur exploitation, dû aux caractéristiques de l'océan mondial (grande profondeur, pressions extrêmes, éloignement des côtes...) et aux difficultés techniques que cela créait. Mais les techniques ont progressé et les minéraux que ces fonds recèlent sont de plus en plus considérés comme stratégiques, à défaut d'être rentables : ce sont ces fameuses *terres rares* pour lesquelles s'écharpent les grandes puissances économiques mondiales.

Or, dix jours après, le 26 janvier, en opposition complète avec le traité, l'administration Trump a déclaré ouverte et libre leur exploitation sans autorisation des Nations unies. Le BOEM (1) a officiellement lancé le processus d'exploration minière au large des Samoa américaines et des îles Mariannes du Nord. Par ailleurs, la NOAA (2) a préparé une demande de licence d'exploration et un

permis d'exploitation dans l'océan Pacifique, au sud-est d'Hawaï. Nul doute qu'une fois lancé par les Américains, ce *Deep-sea mining* (l'exploitation de l'océan profond) sera entrepris par toutes les autres puissances industrielles. Puis l'aire d'exploitation sera étendue en imposant des accords aux micro-États insulaires du Pacifique, pour qui ils représenteront une manne financière considérable.

Quelle réaction avons-nous eue face à ce véritable coup d'État mondial ? Aucune. Nous étions devant nos écrans, fascinés par le Grand-Guignol de Davos. C'est pourtant une des décisions les plus graves qui aient été prises durant cette période. Et la plus définitive. Car imaginons maintenant que Trump soit destitué demain. Aucune importance : l'exploitation ayant commencé, les fonds seront détruits, et la course aux concessions restera la seule option pour nos économies : « *Puisque le saccage est fait, autant en profiter, nous aussi.* » Que pourra faire la France, pourtant opposée à cette exploitation, sinon la même chose dans ses ZEE du Pacifique ? La muleta du matador aura rempli son rôle, et tout sera consommé avant que nous ayons pu réagir.

C'est un exemple parmi d'autres. Il existe en effet de nombreux cas, tous ayant comme principe de rendre impossible tout retour en arrière, pérennisant ainsi les dynamiques lancées en douce par les États-Unis. Nous avons assisté, impuissants, à l'abandon, voire la dénonciation de toute politique de transition énergétique et de toute préoccupation environnementale, à la sortie des États-Unis des agences des Nations unies sur l'environnement – PNUE (3), accord de Paris, GIEC... –, à la reprise sans état d'âme des productions d'énergies polluantes, à l'appropriation sans vergogne des ressources d'autres pays, à l'imposition de traités commerciaux dangereux pour la santé de l'homme et de l'environnement, etc. Tout cela est irréversible. Cela ne touche d'ailleurs pas que l'environnement : citons le remplacement de l'immigration « à l'européenne » par le modèle qatari d'importation temporaire d'esclaves soumis, sous-payés et jetables ; ou la vitesse avec laquelle les États latino-américains sont « incités » à choisir des régimes d'extrême droite (Chili, Salvador, Argentine, Paraguay, Costa-Rica, Honduras, bientôt Venezuela, Colombie ?) ou à se ranger derrière la bannière étoilée (Équateur, Pérou). Voilà d'autres dynamiques qui perdureront, quel que soit l'avenir de Donald Trump. Tournez, manèges... ■

(1). Bureau of Ocean Energy Management.

(2). National Oceanic and Atmospheric Administration.

(3). Programme des Nations unies pour l'Environnement.

Sommaire

Page 2 : Actualité - Événements

Mercredis de la NAR. – Autres événements.

Pages 3 à 5 : La Politique

Les hommes du temps jadis. – Exaion : nouvelle capitulation ? – Sur le mur de Jean Chouan. – Le radicalisme (5). – La Politique au crible.

Pages 6 à 8 : La Nation française

Le malaise de la montagne, ça vous gagne. – Défense européenne : le cheval de Troie du fédéralisme. – Perte de souveraineté. – La Quinzaine en France.

Pages 9 à 11 : Les Chemins du monde

La ruée vers Pékin. – L'heure de Farage. – La Marque jaune. – Les Faits marquants.



Pages 12 et 13 : Synthèse

Albert Camus, notre contemporain.

Pages 14 à 17 : Les Idées et les Livres

Dany-Robert Dufour : chronique de la décadence de l'Occident. – Au miroir de l'Amérique. – Définir l'extrême droite ? – Lectures : Teilhard et Tresmontant.

Pages 18 à 20 : Les Lettres et les Formes

Expositions : Les arts décoratifs au Bois-Préau. – Cinéma : Sonate forestière au clair de lune ; Un enfant dans l'Irak de Saddam. – Musique : Stéphane Eicher. – Les expositions.

Pages 21 à 23 : La Voie royale

Le duc de Choiseul. – Royaume-Uni : « *Mais vous pleurez, Milord !* » – Brèves royales. – La Maison de France. – La Nouvelle Action royaliste.

Page 24 : Éditorial : Quand le doigt montre la lune.